

Informationsblatt

N°127 – 2016

Bulletin d'information de l'Administration communale de Sanem



Commune de Sanem




Inhaltsverzeichnis

3	Procès-verbal des votes du Conseil Communal de Sanem de la séance publique du lundi, 25 janvier 2016
13	Gemeinderatssitzung Sanem vom 25.01.2016 Klimapakt-Audit – Gemeinde Sanem erreicht 54,4%
19	Procès-verbal des votes du Conseil Communal de Sanem de la séance publique du vendredi, 11 mars 2016
35	Gemeinderatssitzung Sanem vom 11.03.2016 Neugestaltung des Naherholungszentrums „Gaalgebierg“
44	Procès-verbal des votes du Conseil Communal de Sanem de la séance publique du vendredi, 13 mai 2016
54	Gemeinderatssitzung Sanem vom 13.05.2016 Kletterturm in Zolwer auf dem Scheierhaff geplant

Impressum

Editeur responsable: Administration Communale de Sanem
B.p. 74 ■ L-4401 Belvaux ■ Tél. (00352) 59 30 75 - 1 ■ Fax (00352) 59 30 75 - 567
e-mail mail@sanem.lu ■ www.sanem.lu

Conception et réalisation: F²CREA
TIONS

Textes et photos: Service des Relations Publiques et de la Culture



Procès-verbal des votes

du Conseil Communal de Sanem
de la séance publique
du lundi, 25 janvier 2016

date de l'annonce publique: 18 janvier 2016
date de la convocation des conseillers: 18 janvier 2016
début: 14h30
fin: 17h10

Présents:

M. Engel Georges, président,
Mme Arendt Patricia, Mme Asselborn-Bintz Simone, M. Bronzetti Denis, Mme Cecchetti Myriam, M. Cornély Alain, Mme Faber-Huberty Chantal, M. Goelhausen Marco, M. Lorang Mike, Mme Morgenthaler Nathalie, M. Piscitelli José, Mme Reuter-Bauler Carine, M. Schlessler Jean-Pierre, Mme Speck-Braun Patricia, Mme Tornambé-Duchamp Nadine,
Mme Greven Manon, secrétaire communal

Absent(s) excusé(s):

néant

Premier votant:

M. Goelhausen Marco

Monsieur Bronzetti Denis n'a pas pris part au vote du point 14.
Madame Cecchetti Myriam n'a pas pris part au vote des points 19 et 20.
Madame Arendt Patricia n'a pas pris part au vote du point 32.



Ordre du jour

Madame Arendt Patricia, conseillère Déi Lénk demande au conseil communal de bien vouloir ajouter 4 points à l'ordre du jour.

31.a Motion en matière de la desserte ferroviaire du site Belval

Le point sera ajouté à l'ordre du jour de la séance du conseil communal du 11 mars 2016.

Vote unanime

31.b Proposition de Résolution en matière d'amélioration de la communication avec les citoyennes et citoyens de notre commune

Vote unanime

31.c Motion en matière de création d'un conseil de recrutement

Vote unanime

32.a Création d'un poste d'employé communal (m/f) à plein temps, carrière D, à durée indéterminée

Vote unanime

1. Correspondance et Informations

2. Approbation de rapports

a. Approbation du rapport du 17 juillet 2015

Vote unanime

b. Approbation des rapports du 25 septembre 2015, 11 novembre 2015, 25 novembre 2015, 14 décembre 2015 et du 18 décembre 2015

Vote unanime

PROJETS

3. Travaux de génie civil pour les réparations et l'extension du réseau d'eau potable pour les années 2016 à 2017. Devis estimatif détaillé: 640.000,-€ (article budgétaire: 4/630/222100/99002)

Vote unanime

4. Fourniture de matériel pour la réparation du réseau d'eau potable pour les années 2016 et 2017. Devis estimatif détaillé: 460.000,-€ (article budgétaire: 4/630/222100/99001)

Vote unanime

5. Travaux de fonçage sous le talus CFL dans le cadre des travaux de stabilisation du talus par les CFL et du déplacement de la conduite d'eau et de l'éclairage public à la gare de Belvaux-Rédange. Devis estimatif détaillé: 220.000,-€ (article budgétaire: 4/630/222100/14011)

Vote unanime

6. Travaux de génie civil pour les réparations et l'extension du réseau de canalisation pour les années 2016 et 2017. Devis estimatif détaillé: 150.000,-€ (article budgétaire: 4/520/222100/99001)

Vote unanime

7. Acquisition d'un camion plateau avec hayon élévateur pour les services de régie service infrastructures équipe circulation. Devis estimatif détaillé: 140.000,-€ (article budgétaire: 4/621/223210/16021)

Vote unanime

8. Travaux de génie civil pour la réparation et l'entretien des voiries pour les années 2016 et 2017. Devis estimatif détaillé: 60.000,-€ (article budgétaire: 4/624/221313/99002)

Vote unanime

9. Fourniture de 4 garde-robes pour les besoins du Service d'incendie et de Sauvetage. Devis estimatif détaillé: 7.020,-€ (article budgétaire: 4/322/223220/99001)

Vote unanime

AMENAGEMENT COMMUNAL

10. Approbation de la modification ponctuelle du plan d'aménagement général « Belval Nord », concernant le reclassement de terrains au lieu-dit « an der Fuerel » à Belvaux

Vote unanime

11. Approbation de la modification ponctuelle du plan d'aménagement général « Taupeschwiss », concernant le reclassement de terrains aux abords de la rue de Niederkorn à Sanem

Vote unanime

12. Approbation d'une modification du plan d'aménagement particulier portant la référence 17479/39C- nouveau quartier – portant sur des fonds sis à Sanem au lieu-dit « rue de Niederkorn » pour la construction de 4 maisons unifamiliales en bande

Vote unanime

13. Approbation d'une modification du plan d'aménagement particulier portant la référence 17274/39C- nouveau quartier – portant sur des fonds sis à Sanem au lieu-dit « de l'Industrie » pour le gabarit du lot 5

Vote unanime

14. Saisine de la modification ponctuelle du plan d'aménagement général, concernant la zone d'activités « Op den Äassen » à Sanem

Vote unanime

TRANSACTIONS IMMOBILIERES

15. Approbation d'un acte de vente avec la société anonyme ArcelorMittal Luxembourg concernant l'acquisition du chemin rural reliant le cimetière de Belvaux et la « Rue de l'Usine

Vote unanime

16. Approbation d'un acte de vente avec la société anonyme ArcelorMittal Luxembourg concernant l'acquisition du terrain 1104/5057

Vote unanime

17. Approbation d'un acte de cession à titre gratuit avec le consortium d'héritiers KEMP/REUTER

Vote unanime

18. Approbation d'un compromis de vente avec la dame PRUSCINI Gina et les sieurs Belpassi Giuliano et Patrizio concernant un terrain sis à Belvaux

Vote unanime

19. Approbation de la résiliation du contrat de bail commercial avec la société ASTE IMMO S.à r.l. concernant le local de commerce sis 32, route d'Esch à Belvaux

Vote unanime

20. Approbation d'un contrat de bail commercial avec la société TEMPO -BEL S.à r.l. concernant le local de commerce sis 32, route d'Esch à Belvaux

Vote unanime

21. Approbation d'un contrat de bail avec le sieur KAYSER Daniel concernant la location d'une partie de terrain sise à Belvaux

Vote unanime

FINANCES

22. Approbation de décomptes

Vote unanime

23. Approbation de divers subsides

Numm	Objet	Montant deen déi Joëre virdrun accordéiert ginn ass	Montant accordéiert
Handicap International	Demande fir en Don	/	/
Les Amis du Tibet	Demande fir e Subside	/	/
Aide à l'Enfance de l'Inde	Demande fir en Don	/	/
Scap	Demande fir e Subside	/	/
Mensa Lëtzebuerg	Demande fir en Don	/	/

Vote unanime

DIVERS

24. Approbation de la convention HELP24 pour les citoyens de la commune de Sanem

Vote unanime

25. Approbation de la convention de collaboration entre la Commune de Sanem et la Fondation « Stëftung Hellef Doheem »

Vote unanime

26. Quête à domicile – Lëtzebuerger Guiden a Scouten Ste Catherine Suessem

Vote unanime

27. Prise de connaissance du Plan d'action local 2016 du CIGL Sanem

Prise de connaissance

28. Prise de connaissance du rapport d'audit concernant le Pacte climat

Prise de connaissance

29. Modification de la composition des commissions consultatives

Démission(s):

Nbr	Commission	Statut		Nom et Prénom	Code postal et Localité	Fonction	Nationalité/ Parti/Association
1	Egalité des chances (de l')	Facultative	S	MERENZ ZWALLY Sylvie	L-4405 SOLEUVRE	Membre politique	CSV

Nomination(s):

Nbr	Commission	Statut		Nom et Prénom	Code postal et Localité	Fonction	Nationalité/ Parti/Association
1	Egalité des chances (de l')	Facultative	S	ANEN Aurélie	L-4437 SOLEUVRE	Membre politique	CSV

Vote unanime

- 
30. Approbation de règlements d'urgence pris par le collège des bourgmestre et échevins
- a. Confirmation d'un règlement temporaire de la circulation concernant l'organisation du 28ème Duathlon en date du 24 avril 2016 à Soleuvre et Ehlerange, pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 04 janvier 2016;
 - b. Confirmation d'un règlement temporaire de la circulation concernant la mise en place d'une zone de livraison provisoire dans l'avenue du Blues à Belvaux pour les besoins de construction du lot 7, pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 04 janvier 2016;
 - c. Confirmation d'un règlement temporaire de la circulation concernant les travaux de construction des habitations n°38 et 40 rue Prince Jean à Soleuvre par l'entreprise Sage promotion de Bascharge, pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 08 janvier 2016;
 - d. Confirmation d'un règlement temporaire de la circulation concernant les travaux de pose des réseaux CREOS, P&T et Eltrona dans les rues de Lidice et J Frisoni à Soleuvre effectués par l'entreprise Bonaria & fils, pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 08 janvier 2016;
 - e. Confirmation d'un règlement temporaire de la circulation concernant la suite des travaux d'infrastructures effectués dans la rue de la Croix à Soleuvre par l'entreprise Bonaria et frères, pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 08 janvier 2016;
 - f. Confirmation d'un règlement temporaire de la circulation concernant la suite des travaux de renouvellement des réseaux dans la Grand Rue pour les P&T par l'entreprise Rix à Sanem, pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 08 janvier 2016;
 - g. Confirmation d'un règlement temporaire de la circulation concernant l'organisation du Bieles am Jumm édition 2016 à Belvaux, pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 11 janvier 2016;
 - h. Confirmation d'un règlement temporaire de la circulation concernant les travaux de construction d'un garage à côté de la maison n°45 rue de Soleuvre à Belvaux, travaux effectués par l'entreprise Bonaria et fils d'Esch/Alzette, pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 11 janvier 2016;
 - i. Confirmation d'un règlement temporaire de la circulation concernant les travaux d'aménagement du trottoir et de la sortie du lotissement ob der Seelbunn, dans la rue de France à Belvaux, pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 11 janvier 2016;
 - j. Confirmation d'un règlement temporaire de la circulation concernant les travaux d'aménagement des alentours de la maison n°50 rue de Hussigny à Belvaux effectués par l'entreprise Neves de Steinfort, pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 15 janvier 2016;
 - k. Confirmation d'un règlement temporaire de la circulation concernant la suite des travaux sur le réseau de la Poste dans la rue du Park à Soleuvre effectués par l'entreprise Lise & fils d'Esch/Alzette, pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 15 janvier 2016;
 - l. Confirmation d'un règlement temporaire de la circulation concernant les travaux sur la conduite d'eau dans l'îlot centrale devant l'arrêt Cité Kaufman dans la rue de Differdange à Soleuvre effectuée par l'entreprise Sopinor, pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 22 janvier 2016;
 - m. Confirmation d'un règlement temporaire de la circulation concernant les

travaux de branchement des réseaux de la maison n°60 rue des Sorbiers à Soleuvre par l'entreprise Egilux, pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 22 janvier 2016;

- n. Confirmation d'un règlement temporaire de la circulation concernant les travaux de pose d'une conduite d'eau ainsi que des réseaux Creos, Eltrona, dans la rue Dickskopp à Soleuvre, travaux effectués par l'entreprise Sogeroute, pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 22 janvier 2016;

Vote unanime

31. Questions et divers

31.a Motion en matière de la desserte ferroviaire du site Belval

Le point sera ajouté à l'ordre du jour de la séance du conseil communal du 11 mars 2016.

31.b Proposition de Résolution en matière d'amélioration de la communication avec les citoyennes et citoyens de notre commune

Le conseil communal a décidé d'approuver la résolution avec les modifications suivantes:

1. suppression du paragraphe - de créer un groupe de travail dans lequel tous les partis représentés au conseil communal sont représentés afin d'organiser des entrevues et échanges réguliers avec le/la chargé(e) de communication en vue d'établir des priorités politiques de communication adaptées aux exigences et priorités concernant le conseil communal élu
2. suppression du mot authentique au paragraphe - d'accorder une priorité de premier ordre à la publication authentique et dans les plus brefs délais des séances publiques du conseil communal

Vote unanime

31.c Motion en matière de création d'un conseil de recrutement

Vote(s) positif(s): 1	Vote(s) négatif(s): 14
Arendt Patricia	Asselborn-Bintz Simone, Bronzetti Denis, Cecchetti Myriam, Cornély Alain, Engel Georges, Faber-Huberty Chantal, Goelhausen Marco, Lorang Mike, Morgenthaler Nathalie, Piscitelli José, Reuter-Bauler Carine, Schlessler Jean-Pierre, Speck-Braun Patricia, Tornambé-Duchamp Nadine

32.a. Création d'un poste d'employé communal (m/f) à plein temps, carrière D, à durée indéterminée

Vote unanime

SEANCE A HUIS CLOS

PERSONNEL – ADMINISTRATION

32. Nomination d'un chargé de relations publiques (m/f) à plein temps et à durée indéterminée

Est nommé(e): Monsieur SCHMIT Cliff

PERSONNEL – MAISON RELAIS SANEM

33. Réduction temporaire de la tâche hebdomadaire de 32 heures à 20 heures de la dame KERSCHEN Gabrielle éducatrice diplômée à la Maison Relais SANEM, pour la période du 8 février 2016 au 8 février 2026

Réduction de tâche accordée

PERSONNEL – CIPA "RESIDENCE OP DER WAASSERTRAP"

34. Réduction de la tâche hebdomadaire de 40 heures à 30 heures de la dame HAAS Catherine, éducatrice diplômée au CIPA-REWA, à partir du 1^{er} avril 2016

Réduction de tâche accordée

Proposition de Motion de solidarité

Dans sa séance du 11 décembre 2015, le Conseil Communal de la Ville d'Esch-sur-Alzette a voté unanimement une «Motion en matière de la desserte ferroviaire du site Belval». L'objet de cette motion consistait dans l'appel aux instances nationales du Grand-Duché ainsi qu'aux instances régionales de la Lorraine à revenir sur une décision en vue de l'abandon de la liaison ferroviaire directe Thionville-Belval-Longwy via Bettembourg à partir de l'année 2016 et d'intégrer les services des collectivités locales, notamment ceux de la Ville d'Esch-sur-Alzette et de la commune de Sanem, dans le processus décisionnel en matière de desserte ferroviaire existante et future du site Belval.

déi Lénk estime que le Conseil Communal de Sanem pourrait/devoir se rallier aux propos des collègues et propose une motion de solidarité.

Motion en matière de la desserte ferroviaire du site Belval

Le conseil communal de Sanem, en sa séance du 25 janvier 2016, considérant que l'abandon de la ligne ferroviaire directe Thionville-Longwy-Belval

- est en contradiction aux dispositions et au règlement spécial du site Belval, arrêtés en 2004 par les conseils communaux d'Esch-sur-Alzette et de Sanem, portant l'accent prioritaire sur les transports en commun;
- abolirait une ligne ferroviaire directe déservant le site Belval depuis 2009, telle qu'initée par le Conseil Régional de Lorraine et le Grand-Duché de Luxembourg dans le cadre du Schéma stratégique de Mobilité Transfrontalière (SMOT) et telle qu'inscrite dans le concept de mobilité du site Belval, arrêté en 2009 par toutes les instances nationales et locales;
- ne se justifie pas par des comptages de fréquentations effectués sous la seule régie de la SNCF et ceci bien avant la rentrée 2015/2016, donc avant la mise en place de l'Université du Luxembourg, avant l'arrivée des étudiant(e)s et des employé(e)s transfrontaliers dont un nombre important en provenance du sillon lorrain Thionville-Longwy;
- va à l'encontre de toutes les politiques de promotion et financement du Transport en Commun des dernières années (investissement de 50 millions d'euros dans la construction de la gare de Belval-Université et le réseau avoisinant;

se rallie aux propos du conseil communal de la Ville d'Esch-sur-Alzette votés unanimement dans sa séance du 11 décembre 2015 et invite les instances nationales du Grand-Duché et régionales de la Lorraine à

- revenir sur leur décision d'abandonner la liaison ferroviaire directe Thionville-Belval-Longwy via Bettembourg,
- procéder à de nouveaux comptages réalistes des utilisateurs prenant en compte la situation actuelle sur le site de Belval et l'implantation de la Maison de la Grande Région à Esch-sur-Alzette;
- simuler le nombre des utilisateurs sur bases des nouveaux comptages pour la situation définitive sur le site de Belval à l'horizon 2018 et au-delà ;
- décider sur base des résultats des nouveaux comptages et simulations du potentiel des utilisateurs;
- intégrer les services des collectivités locales, notamment ceux de la ville d'Esch-sur-Alzette et de la commune de Sanem, dans le processus décisionnel en matière de desserte ferroviaire future du site Belval.

Proposition de Résolution en matière d'amélioration de la communication avec les citoyennes et citoyens de notre commune

Le conseil communal de Sanem, en sa séance du 25 janvier 2016, considérant que

- les citoyennes et citoyens de notre commune ont un droit aux informations exactes, authentiques et actualisées dans les plus brefs délais;
- les séances du conseil communal sont publiques mais organisées à des horaires où la grande majorité des citoyens se trouve à leur lieu de travail;
- le bulletin imprimé, reprenant les rapports avec les points à l'ordre du jour et les discussions afférentes sont publiés dans des délais décalés (entre 3 et 6 mois après les séances);
- le flux des informations et actualités est, de nos jours de plus en plus géré par le biais de moyens informatiques tels que l'internet ou des fichiers documents, audio ou vidéo;
- une politique de communication, de dialogue et de transparence est un objectif et une obligation chère à tous les élus et élues;
- un nouveau poste d'employé m/f chargé des relations publiques va être créé dont les missions sont multiples telles que décrites dans l'aide-mémoire annexé à l'appel de candidature pour le poste en question;

accordant une haute importance à la création de ce poste et aux missions afférentes, décide:

- d'accorder une priorité de premier ordre à la publication et dans les plus brefs délais des séances publiques du conseil communal
- d'analyser les possibilités de diffusion des séances du conseil communal via internet soit par fichier audio soit par fichier vidéo;
- de s'informer auprès des communes utilisant déjà ce moyen de communication et d'information.

Sanem, le 20 janvier 2016



Gemeinderatssitzung Sanem vom 25.01.2016

Klimapakt-Audit – Gemeinde Sanem erreicht 54,4%

In der ersten Sitzung des Jahres am 25. Januar 2016 standen zunächst 34 Punkte auf der Tagesordnung, die dann auf Anfrage von Gemeinderätin Patrizia Arendt (Déi Lénk) um 3 weitere Punkte erweitert wurde. Der erste hinzugefügte Punkt 32a betraf die Schaffung des Postens eines Beauftragten für Öffentlichkeitsarbeit, der ursprünglich als Punkt unter dem „huis clos“ aufgeführt war. Zusätzlich hatte die Déi Lénk-Rätin 2 Motionen und 1 Resolution (Punkte 31a, b, c) eingereicht. Der erste Antrag, eine Solidaritätserklärung zu einer ähnlichen Motion des Escher Gemeinderates bezüglich der Stilllegung der Zugverbindung Thionville-Belval-Longwy via Bettemburg wurde aufgrund noch fehlender Details auf die kommende Gemeinderatssitzung im März verschoben. Die zwei anderen Anträge betreffend die Verbesserung der Kommunikation zwischen der Verwaltung und der Bürger zum einen und der Schaffung eines Rekrutierungsrats zum anderen wurden später in der Sitzung behandelt. Alle Abstimmungen verliefen einhellig, nur bei der letzten Motion war sich der Gemeinderat uneinig.

BELES

Beim ersten Tagesordnungspunkt teilte Bürgermeister Georges Engel die Termine für die kommenden Gemeinderatssitzungen mit. Diese finden am 11. März, 13. Mai, 17. Juni und 15. Juli 2016 statt. Danach lobte er das „Meet&Greet mit den im Pavillon des Sanemer Schlosses unterbrachten Asylbewerbern“ vom vergangenen Samstag. Die Veranstaltung, die gemeinsam von der „Gemeng Suessem Hëllef asbl“, der Gemeinde Sanem, der Integrationskommission der Gemeinde und der „Entente des Sociétés“ der Ortschaft Sanem organisiert worden war, sei ein voller Erfolg gewesen. Es sei eine herzliche und bereichernde Erfahrung für alle Beteiligten gewesen und man hoffe, dass dieser kulturelle und kulinarische Austausch nicht ein einmaliges Treffen bleibe. Anschließend wurden die Berichte der 6 letzten Sitzungen angenommen.

ARBEITEN AN DEN WASSERLEITUNGEN UND DIVERSE ANSCHAFFUNGEN

Die beiden ersten Kostenvoranschläge der heutigen Sitzung betrafen das Trinkwassernetz der Gemeinde. Für insgesamt 1,1 Mio. € werden für die Jahre 2016 und 2017 die Trinkwasserleitungen instandgehalten, repariert und punktuell ausgebaut. Es handelt sich bei diesem Betrag um eine Schätzung der absehbaren Arbeiten (640.000 €) und hierfür benötigte Materialanschaffungen (460.000 €). Bei beiden Kostenvoranschlägen herrschte Einstimmigkeit im Gemeinderat.

Im Rahmen von Stabilisierungsarbeiten der CFL an der Bahnstation Belval-Rédange beteiligt sich die Gemeinde mit 220.000 € an dieser Baustelle. Da die Dammböschung (frz.: talus) verbreitert werden soll, müssen eine Wasser- und Gasleitung der Gemeinde in der rue de France auf die andere Straßenseite

verlegt werden. Zudem werden auch die Beleuchtungsmasten versetzt. Alle Arbeiten beginnen im Mai 2016 und werden voraussichtlich im Herbst 2016 abgeschlossen sein.



Von Mai bis Herbst 2016 werden diverse Arbeiten in der rue de France in Beles vorgenommen.

Weitere 150.000 € wurden einstimmig für Reparations- und Ausbaurbeiten an den Kanalisationsleitungen für 2016 und 2017 bewilligt.

Des Weiteren stimmten die Gemeinderäte 140.000 € für einen Lastwagen mit Laderampe für den „Service technique“ der Gemeinde. Der „Verkehrsinfrastruktur“-Dienst wird um ein weiteres Fahrzeug verstärkt um hauptsächlich die Beschilderung von temporären Baustellen und Veranstaltungen (deren Anzahl in den letzten Jahren erheblich gestiegen ist) durchzuführen.

60.000 € kosten die Ingenieursarbeiten für die Ausbesserung und den Unterhalt des öffentlichen Straßennetzes 2016 und 2017.

Der Feuerwehr- und Rettungsdienst erhält für 7.020 € 4 neue Garderoben. Diese werden in der Garage des Interventionszentrums in Zolwer errichtet und für das Verstauen der Schutzkleidung benötigt. In diesem Rahmen fragte CSV-Rätin Nathalie Morgenthaler ob diese Anschaffung, hinsichtlich der baldigen Fusion, mit dem Differdinger Feuerwehrkorps abgestimmt sei. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) erklärte, dass dies der Fall ist. Bei der Zusammenlegung der beiden Feuerwehren wird eine öffentliche Einrichtung („établissement public“) gegründet, die alle ausbautechnischen Angelegenheiten verwalten wird.

KOMMUNALER RAUMORDNUNGSPLAN UND IMMOBILIENTRANSAKTIONEN

Anschließend gab Gemeindearchitektin Nadine Dording Erklärungen zu mehreren Punkten bezüglich der kommunalen Raumordnung. Hierbei ging es um punktuelle Umänderungen des PAG (pland' aménagement général) „Belval Nord“ in Beles, wo Grundstücke in eine „zone mixte urbaine“ umklassiert werden und des PAG „Taupe-schwiss“ in Sanem, wo Parzellen im Rahmen der zukünftigen neuen Sporthalle in eine Bauzone umgewandelt werden um mehrere Einfamilienhäuser entlang der rue de Niederkorn zu ermöglichen. Beide Dossiers waren bereits im Juli 2015 im Gemeinderat behandelt worden und auch dieses Mal gab es keine Beanstandungen. Die folgenden Teilbebauungspläne in der rue de Niederkorn in Sanem (Bau von 4 Einfamilienhäusern) und in der rue de l'Industrie in Sanem (kleinere Änderungen bezüglich des Grundstückes) in Sanem wurden ebenfalls ohne Gegenstimme verabschiedet.

Die punktuelle Änderung des PAG bezüglich der Aktivitätszone „Op den Ässen“ in Sanem ist bereits seit mehreren Jahren Thema. Das Gelände rund um den Reitstall wird nun also von einer regionalen in eine kommunale Aktivitätszone umklassiert und neue Unternehmen werden angesiedelt werden können.



Die kommunale Aktivitätszone in Sanem beim Reitstall

In diesem Rahmen drückte CSV-Gemeinderätin Carine Reuter-Bauler ihre Bedenken zu diesem Projekt aus, vor allem wegen der umliegenden Einfamilienhäuser. Zum einen zeigte sie sich besorgt über die Niederlassung einer Tankstelle und zum anderen über die Höhe von 18 Meter eines Gebäudes, der den gegenüberliegenden Häusern Licht wegnehmen könnte. Die Gemeindearchitektin erklärte, dass es sich bei diesem Bau um ein Silo handele (wie das bereits bestehende in der Aktivitätszone „Um Woeller“). Es sei zudem nicht beschlossen, dass eine Tankstelle errichtet wird, der schriftliche Teil des PAG

erlaubt nur die Möglichkeit einer Ansiedlung. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) betonte, dass die Situation betreffend die Wohnhäuser nicht ideal seien und man es sich anders wünsche, dennoch habe man keine andere Wahl als mit den aktuellen Gegebenheiten zu arbeiten. Trotz der Bedenken der CSV wurde dieser Punkt einstimmig abgesegnet.

Danach folgten 7 Immobilientransaktionen die ebenfalls allesamt einstimmig verabschiedet wurden. Unter anderem kauft die Gemeinde der Arcelor Mittal für 9.258 € einen Feldweg zwischen dem Beleser Friedhof und der rue de l'Usine ab, ebenso wie ein Grundstück von 97,82 Ar in Sanem in der rue du Château für 432.030 €.

FINANZEN UND TELEALARM-KONVENTIONEN

Bei den 3 vorliegenden Abschlussrechnungen gab es keine Bemerkungen, da es zu keinen größeren Abweichungen gekommen war. Auch die Erklärungen von Jemp Schlessler (LSAP), Gemeinderat und Präsident der Finanzkommission, zu den nicht bewilligten Subsidien an diverse Vereinigungen stießen auf keine Beanstandung.

Bürgermeister Georges Engel (LSAP) behandelte die beiden folgenden Punkte bezüglich des Telealarms zusammen. Bisher bat die Gemeinde ihren Senioren und beeinträchtigten Bürgern nur den Telealarm der „Stiftung Hëllef Doheem“ an. In einer Konvention wurde mit der Stiftung festgehalten, dass die Gemeinde das Telealarm-System finanziell unterstützt und zwar in dem sie sich an den Kosten des Nutzers beteiligt. Nachdem der „Service Senior +“ diesen Dienst genauer analysiert hatte, hat man beschlossen den Bürgern nun die Möglichkeit zu geben auch den Telealarm von „Help24“ wählen zu können. In diesem Sinne wird die Konvention mit „Hëllef Doheem“ erneuert und eine neue mit „Help24“ unterschrieben. Die Bedingungen in beiden Übereinkommen besagen, dass sich die Gemeinde mit einer finanziellen Unterstützung von 50 € bei den Installationskosten beteiligt.



Mënschlech a kompetent



Telealarm - Neben der Stiftung „Hëllef doheem“ können die Bürger auch den Telealarmdienst von „Help24“ in Anspruch nehmen.

Die alljährliche Anfrage der Pfadfinder „Lëtzebuerger Guiden a Scouten Ste Catherine Suessem“ für eine Hausammlung im Rahmen des Burgbrennens wurde ebenfalls vom Gemeinderat erlaubt.

Beim „Plan d'action local 2016“ des lokalen CIGL (Centre d'Initiative et de Gestion Local) erhielt Schöffe und Präsident des CIGL Sanem Marco Goelhausen das Wort. Er informierte über Ist-Zustand, Änderungen und Ausblicke in diesem Jahr. Unter anderem wird der Ausdruck „Nutznießer“ aufgrund eines negativen Untertons nicht mehr verwendet werden, sondern „Kunde“. Der Nachbarschaftsdienst „De klengen Atelier“ mit 10 Mitarbeitern genauso wie das zehnköpfige Team, welches die Gemeinde bei Gärtnereiarbeiten unterstützt, funktionieren weiterhin gut. Auch der im vergangenen Jahr neu gegründete Service für ältere Mitbürger fand Anklang innerhalb der Gemeinde. 5 Senioren nutzen diesen Dienst für Putz- und Reparaturarbeiten, zum Wäsche waschen und Bügeln, zum Einkaufen, etc.

KLIMAPAKT – SANEM ERHÄLT ZERTIFIZIERUNG DER KATEGORIE 2

Beim nächsten Punkt ging es um den Prüfbericht des Klimapaktes. Hierfür übergab Bürgermeister Georges Engel (LSAP) dem Klimaberater der Gemeinde Sanem David Hengen das Wort um die bisher erreichten Ergebnisse zu präsentieren.

KlimaPakt

meng Gemeng engagéiert sech

Die Gemeinde Sanem hat die 2.Stufe der Zertifizierung erreicht.

Im November 2015 hatte MyEnergy dieses Audit vorgenommen um festzustellen inwiefern die Richtlinien des Klimapaktes umgesetzt und eingehalten werden, und man kam zum Schluss, dass die Gemeinde Sanem einen Wert von 54,4 % erreicht hat. Laut Bürgermeister Georges Engel (LSAP) liegt dieses Ergebnis auf nationalem und internationalem Niveau im guten oberen Mittelfeld. Bewertet wurden unter anderem Klimaschutz- und Energiestrategien auf Gemeindeebene, Energiesparmaßnahmen, Abfallstrategien, Mobilitäts- und Verkehrsplanung, öffentliche Verkehrsmittel, Radwegenetze, städtische und

ländliche Entwicklung, Wasser- und Stromnutzung, Kommunikations- und Kooperationskonzepte, uvm. Dies bedeutet nun, dass die Gemeinde das Logo des „Pacte Climat“ in ihren Publikationen verwenden darf, aber auch, dass eine Subvention von 250.000 € in den nächsten 4 Jahren an die Gemeinde ausbezahlt wird. Anschließend wird 2020 ein neuer Prüfbericht vorgenommen.

Bürgermeister Georges Engel (LSAP) und Umweltschöffin Myriam Cecchetti (Déi Gréng) betonten, dass es beim Klimapakt nicht nur um die finanzielle Unterstützung gehe, sondern auch um das Aufzeigen der richtigen und nachhaltigen Richtung. Laut Klimaberater David Hengen wird es auch nicht mehr lange dauern bis die dritte Kategorie (75%) erreicht wird.

Nach der In Kenntnisnahme des Klimapakt-Audits bewilligte der Gemeinderat einstimmig die Umänderungen in der Zusammensetzung der beratenden Kommissionen und die temporären Verkehrsverordnungen.

2 ANTRÄGE VON DER DÉI LÉNK-FRAKTION

In ihrem ersten Antrag befasste sich die déi Lénk-Gemeinderätin Patrizia Arendt mit Vorschlägen zu einer besseren Kommunikation zwischen der Gemeindeverwaltung und den Bürgern. Demnach forderte sie, dass die Einstellung eines Beauftragten für Öffentlichkeitsarbeit begleitet werde durch die Bildung einer Arbeitsgruppe in der sich die Vertreter des Gemeinderats regelmäßig mit diesem Beauftragten zusammensetzen um die Schwerpunkte der Kommunikation festzulegen. Weiter solle Priorität auf eine authentische und schnelle Publikation der Gemeinderatssitzungen gelegt werden. Zuletzt sollen deshalb die verschiedenen Möglichkeiten zur Übertragung der Sitzungen per Internet (Audio und/oder Video, Live-Stream, etc.) in Betracht gezogen werden und bei anderen Gemeinden, die diese Kommunikationsmittel bereits nutzen, nachgefragt werden. Dies sei keine Kritik an den Papier-Publikationen, sondern eine Erweiterung des bereits Bestehenden um den Bürgern eine zeitnahe und zeitgemäße Überlieferung der Sitzungen zur Verfügung zu stellen.

Bürgermeister Georges Engel (LSAP) erklärte, dass genau zu diesem Zweck noch in der heutigen Sitzung dieser Posten des Kommunikationsbeauftragten geschaffen und die Nominierung für diese Stelle gestimmt wird. Zudem erinnerte er daran, dass es in seiner

Zeit in der Opposition kein Gemeinderatsbericht in der jetzigen Form gab, das Informationsblatt gab nur den Gegenstand und die Abstimmung eines Punktes der Sitzung wieder. Daran habe ihn gestört dass keinerlei Erklärungen abgedruckt wurden, z.B. warum man bei einem Projekt nicht zugestimmt hat. Deshalb hat die rot-grüne Mehrheit im Jahre 2005 beschlossen dem Sitzungsprotokoll einen journalistischen Text hinzuzufügen, in dem sich jedes Gemeinderatsmitglied erklären und ausdrücken kann.

Er könne sich auch nicht mit einem Verbatim anfreunden, da dieses Mittel wenig attraktiv sei und sich in anderen Gemeinden nicht bewährt hat. Falls man sich für eine Audio- und Videoaufnahme entscheiden sollte, müsse man ebenfalls das interne Gemeinderatsreglement bearbeiten um z.B. Redezeiten festzulegen. Die Schaffung der geforderten Arbeitsgruppe könne er hingegen nicht unterstützen, da dies von anderen Posten auch nicht verlangt worden war.

Gemeinderätin Patrizia Arendt (déi Lénk) konnte diese Bedenken nicht nachvollziehen und betonte, dass man in anderen Gemeinden schon weiter sei als in Sanem. Man mache mit all diesen Vorschlägen bloß etwas zugänglicher was sowieso öffentlich ist. Schließlich finden die öffentlichen Sitzungen während den Tagesabschnitten statt wo die meisten Menschen arbeiten und sie diese also nicht verfolgen könnten. Jetzt die modernen Kommunikationsmittel nutzen um dieses demokratische Recht zu garantieren sei doch im Sinne aller gewählten Gemeindevertreter. Ein Verbatim habe sie nicht gefordert, obwohl es Gemeinden gibt, die sowohl einen analytischen Bericht wie auch eine Videoübertragung der Sitzungen haben. Die modernen Kommunikationsmittel ermöglichen eine virtuelle „Teilnahme“ der interessierten Bürgerinnen und Bürger, also die Nutzung eines demokratischen Rechtes. Eine Arbeitsgruppe, die sich regelmäßig mit dem Verantwortlichen für Kommunikation treffen könnte – die Praxis muss hier zeigen wie das gehandhabt werden kann, vielleicht genügen ein oder zwei Austauschgespräche – hat die Aufgabe, Mittel und Wege zu diskutieren um eine Verbesserung der Kommunikation der Gemeindeberichte nach außen zu erreichen.

CSV-Gemeinderätin Nathalie Morgenthaler betonte daraufhin, dass man beim bestehenden Informationsblatt eine volle Seite pro Sitzung zur Verfügung gestellt bekommt um eine Stellungnahme der Fraktion abdrucken zu lassen. Zudem werden die journalistischen Texte dem Gemeinderat vorab zugeschickt und alle gewünschten Änderungen von den Gemeinderäten berücksichtigt.

Rätin Nadine Tornambé-Duchamp (LSAP) gab ebenfalls ihr negatives Votum für eine Audio- und Videoübertragung. Erfahrungsgemäß würde bei diesem Kommunikationsmittel die Qualität der Diskussionen innerhalb des Gemeinderates abnehmen.

Die Forderung nach einer Kommunikationsarbeitsgruppe wurde gestrichen sowie das Wort „authentique“ nach dem ersten Bindestrich. Die Möglichkeiten für Audio- und Videoaufnahmen werden analysiert.

Im zweiten Antrag erläuterte Gemeinderätin Patrizia Arendt (Déi Lénk) ihr Anliegen bezüglich der Schaffung eines neutralen Rekrutierungsrats. Ein solches Gremium sei nötig, erstens wegen der stetig wachsenden Anzahl an Postenausschreibungen, zweitens der Transparenz wegen und um ein neutrales, effizientes Funktionieren der Verwaltung zu gewährleisten, drittens um den Gemeinderat bei seinen Abstimmungen zu unterstützen. Hierzu gab sie in ihrer Motion auch die Zusammensetzung des Rekrutierungsrats an. Insgesamt 6 diverse Vertreter plus Repräsentanten aller Gemeinderatsfraktionen. Vor allem seien ein Personalvertreter und ein Chancengleichheitsrepräsentant besonders wichtig. In anderen Gemeinden würde dieses neutrale Organ sehr gut funktionieren und sei besonders in einer großen und sich schnell entwickelnden Gemeinde wie Sanem unabdingbar.

Bürgermeister Georges Engel (LSAP) entgegnete, dass bekanntlich nur in 1 Gemeinde (Esch-sur-Alzette) ein Rekrutierungsrat besteht. Alle anderen Gemeinden, auch in Sanem, sei der große Zeit- und Arbeitsaufwand Grund um kein solches Gremium einzuberufen. Seit jeher verfolge der heutige Schöffenrat eine transparente, sorgfältige und kompetenzorientierte Einstellungspolitik. Der Gemeinderat hat bislang alle wichtigen Informationen zu den Kandidaten, bzw. den Testresultaten, Interviews, etc. erhalten. Gemeinderätin Simone Asselborn-Bintz (LSAP) erklärte zusätzlich in ihrer Funktion als Schöffin für das CIPA REWA und die Maison Relais, dass es in der Einstellung von neuen Mitarbeitern viele Etappen gibt. Neben den Schnuppertagen, Tests, Probezeiten, etc., fertigen die Verantwortlichen der Dienststelle einen Bericht an. Auch Personalschöffe Marco Goelhausen (LSAP) unterstrich, dass der Schöffenrat eine zeitintensive Verfahrensweise ausübt, mit z.B. schriftlichen Prüfungen, Interviews, etc. – je nachdem welcher Posten in welchem Bereich ausgeschrieben ist.

Abschließend wurde die Motion der Déi Lénk-Fraktion mit 14 zu 1 Stimmen abgelehnt.



Die rue des Alliés in Beles, eine Tempo 30-Zone.

DIVERSE FRAGEN AN DEN SCHÖFFENRAT UND SCHAFFUNG DES ÖFFENTLICHKEITSARBEIT-BEAUFTRAGTEN

CSV-Gemeinderatsmitglied Mike Lorang interessierte sich zunächst für eine Petition der rue des Alliés, in der die Einwohner der Straße nach einer Lösung für eine in ihren Augen gefährliche Kurve fragen und sich über die Streichung von Parkplätzen beschwerten. Unter anderem würden dort Fahrzeuge im schnellen Tempo über die Bürgersteige fahren, da an einer Stelle die Straße nicht breit genug sei damit 2 PKWs aneinander vorbeikommen. Zweitens informierte er, dass es mehrere Beschwerden gebe bezüglich der rasanten Fahrtgeschwindigkeit des Winter-Bereitschaftsdienstes der Gemeinde.

Bürgermeister Georges Engel (LSAP) erklärte, dass diese Petition effektiv an die Gemeindeverwaltung eingereicht wurde. Die rue des Alliés ist eine Tempo 30-Zone und die lokale Polizei ist bereits unterrichtet vermehrt Kontrollen durchzuführen wegen der Geschwindigkeitsüberschreitungen an dieser Stelle. Betreffend die Breite der Kurve, antwortete er, dass die Straße den Normen entspricht. Man müsse versetzt fahren, was zur Verkehrsberuhigung beiträgt.

Schöffin Myriam Cecchetti (Déi Gréng) und Schöffe Marco Goelhausen (LSAP) bedauerten die Einreichung der Petition, da im Vorfeld der Neugestaltung des Verkehrskonzeptes im Dorfkern das ganze Viertel aufgerufen worden war, an der Ausarbeitung mitzuwirken.

Zum Winterdienst erläuterte Bürgermeister Georges Engel (LSAP) das Dilemma der Streuwägen. Einerseits verlangt man, dass sie schnell an Ort und Stelle sind und andererseits darf man selbstverständlich nicht gegen die Straßenverkehrsordnung verstoßen. Man werde diese Beschwerde an die zuständige Dienststelle weiterleiten.

Danach richtete CSV-Gemeinderätin Nathalie Morgenthaler 3 weitere Fragen an den Schöffenrat. Zum einen gab es eine Beschwerde bezüglich der Hygieneeinhaltung beim „Essen auf Rädern“-Dienst der Gemeinde. Zweitens fragte sie, ob es stimme, dass alle Mülltonnen neuerdings einen elektronischen Chip erhalten und ob dies im Kader einer Gebührenerhöhung geschehe. Bezüglich einer verworfenen Broschüre hinterfragte sie die Inflexibilität der graphischen Charta der Gemeinde.

Zum ersten Punkt antwortete Bürgermeister Georges Engel (LSAP), dass man beim verantwortlichen Dienst nachhaken werde um der Beschwerde nachzukommen. Zur zweiten Fragestellung informierte Schöffin Myriam Cecchetti (Déi Gréng), dass alle Restmülltonnen (schwarz) bereits gechipt sind um die Entleerungsfrequenzen zu analysieren und um Besitzverhältnisse zu klären. Beim neuen elektronischen Erfassen der braunen und grünen Mülltonnen ginge es nicht darum diese zu besteuern, sie bleiben gebührenfrei. Zur letzten Angelegenheit erklärte sie, dass die graphische Charta der Gemeinde effektiv nicht immer mit KLARO (Einfache Sprache) kompatibel ist. Die graphische Darstellung wird zurzeit überarbeitet und die KLARO-Vorgaben werden mit einfließen. Es wurde aber bestätigt, dass die von der Gemeindeverwaltung benutzte Schrift in Briefen und Publikationen den KLARO-Auflagen schon teilweise entspricht.

Beim letzten Abstimmungspunkt der öffentlichen Sitzung gab Bürgermeister Georges Engel (LSAP) alle Erläuterungen zur Schaffung eines neuen Postens, die des Beauftragten für Öffentlichkeitsarbeit. Der Beauftragte erhält unter anderem die Mission eine Kommunikationsstrategie für die Gemeinde auszuarbeiten, die Pressearbeit zu unterhalten, etc. Er oder sie wird neben der Öffentlichkeitsarbeit auch den „Service des festivités et de la culture“ und den „Service des sociétés“ unter sich vereinen und leiten.

Gemeinderätin Patrizia Arendt (Déi Lénk) hinterfragte die im Merkblatt aufgeführte Mission des Pressesprechers und der Leitung eines „Service“. Nachdem Bürgermeister Georges Engel (LSAP) erklärte, dass die Funktion als Sprecher der Gemeindeverantwortlichen noch nicht festgelegt sei, also nur eine Möglichkeit sei. Aufgrund der Entwicklung nach der Zusammenlegung der verschiedenen „Services“ werde man die genaue Aufgabenverteilung nochmals analysieren. Dieser Punkt wurde dann einstimmig verabschiedet.

Zum Schluss wurden im geschlossenen Teil der Gemeinderatssitzung 3 personelle Entscheidungen getroffen. Hier wurden Cliff Schmit zum Beauftragten für Öffentlichkeitsarbeit und 2 Verringerungen der wöchentlichen Arbeitszeit von 2 Mitarbeitern der Maison Relais und des CIPA REWA (Centre Intégré pour Personnes Agées - Résidence Op der Waassertrap) gestimmt.



Kommentare zu 3 Tagesordnungspunkten betreffend die Gemeinderatssitzung vom 25. Januar 2016.

Schaffung des Postens und Nominierung eines „chargé des relations publiques“

Unter Ausschluss der Öffentlichkeit (à huis clos) sollten – in der gleichen Sitzung – sowohl die Schaffung des Postens als auch die Nominierung eines „chargé des relations publiques“ vorgenommen werden.

Laut Gemeindegesetz muss die Schaffung eines Postens in öffentlicher Sitzung geschehen, deshalb die Anfrage von déi Lénk den Punkt aus dem „huis clos“ in die öffentliche Sitzung zu nehmen, was dann auch einstimmig geschehen ist.

Die Nominierung einer Person auf einen neu geschaffenen Posten darf erst in der darauffolgenden Gemeinderatssitzung geschehen, so sieht es das Gemeindegesetz weiter vor. déi Lénk waren deshalb der Meinung, dass die erste Nominierung auf den Posten des „chargé des relations publiques“ unrechtmäßig war und haben sich auch deshalb nicht am Votum zur Nominierung in der Sitzung vom 25. Januar 2016 beteiligt.

Eine diesbezügliche Antwort des Innenministers auf unsere Anfrage hin bestätigte die Rechtmäßigkeit der Schaffung des Postens, forderte aber gleichzeitig die Gemeindeverantwortlichen auf, die Nominierung, noch einmal, ordnungsgemäß, in einer nächsten Sitzung, neu abzustimmen. Was dann auch in der Sitzung vom 11. März 2016 nachgeholt werden sollte.

Resolution zur Verbesserung der Kommunikationspolitik gegenüber den Bürgerinnen und Bürgern unserer Gemeinde

déi Lénk sind der Meinung, dass im Zeitalter der Kommunikation, der sozialen Netzwerke und Medien eine Audio- oder besser eine Videoübertragung der Gemeinderatssitzungen ein absolutes Must sind. Es ist einfach nicht nachzuvollziehen warum Suessem, eine Gemeinde die sich smart, sexy und welt-offen gibt, dies immer noch nicht macht. Es ist eine Frage der demokratischen Informationspflicht der gewählten Vertreterinnen und Vertreter ihren WählerInnen gegenüber. Nicht mehr und nicht weniger: zeitgemäß die Bürgerinnen und Bürger unserer Gemeinde am politischen Geschehen teilhaben lassen. Bleibt zu hoffen, dass Suessem, als 6. größte Gemeinde in Sachen Bürgernähe und Informationspolitik, bald im 21. Jahrhundert ankommt. Dass das Wort „authentique“, das eigentlich nichts anderes bedeutet als „unverfälscht, wahrheitsgemäß „ stört, stimmt uns allerdings nachdenklich.

Motion zur Schaffung eines „Conseil de recrutement“

Während der Budgetdebatten wurde die Schaffung von 25 zusätzlichen Posten für das Jahr 2016 angekündigt. Bislang arbeiten 560 Menschen im Dienst der Bürgerinnen und Bürger. Von dieser Tatsache ausgehend haben déi Lénk eine Motion zur Schaffung eines neutralen „Conseil de recrutement“ vorgeschlagen.

Hauptanliegen dabei war eine transparente Untersuchung der Kandidaturen im Sinne einer neutralen und effizienten Funktionsweise der Verwaltung. Vor der Abstimmung der Posten im Gemeinderat sollten die GemeindevertreterInnen ein objektives Gutachten (Avis) erhalten um sich ein klares Bild zu machen. Eine klare Prozedur und klar strukturierte und formulierte Gutachten könnten den Gemeinderäten helfen, die einzelnen Kandidaturen besser einzuschätzen und dementsprechend abzustimmen. Für déi Lénk hätten die von der Rekrutierungskommission gemachten Vorschläge zur Besetzung eines Postens somit eine qualitative und nachvollziehbare Aussagekraft. Im Übrigen wären der Schöffen- und Gemeinderat, denen doch allzu oft, vorwurfsvoll Vetternwirtschaft und Parteibevorzugung unterstellt wird, von allen Vorwürfen befreit, da objektive und transparente Kriterien der Kandidatur zu Grunde liegen. Über eine definitive Zusammensetzung des „Conseil de recrutement“ könnte man diskutieren.

Für déi Lénk wären die Gleichstellungsbeauftragte und der Personalvertreter in solch einem Rat allerdings unabdingbar. Leider sehen die anderen Parteien das anders.



Procès-verbal des votes

du Conseil Communal de Sanem
de la séance publique
du vendredi, 11 mars 2016

date de l'annonce publique: 04 mars 2016
date de la convocation des conseillers: 04 mars 2016
début: 8h25
fin: 12h05

Présents:

M. Engel Georges, président,
Mme Arendt Patricia, Mme Asselborn-Bintz Simone, M. Bronzetti Denis, Mme Cecchetti Myriam, M. Cornély Alain, Mme Faber-Huberty Chantal, M. Goelhausen Marco, M. Lorang Mike, Mme Morgenthaler Nathalie; M. Piscitelli José, Mme Reuter-Bauler Carine, M. Schlessler Jean-Pierre, Mme Speck-Braun Patricia, Mme Tornambé-Duchamp Nadine, Mme Greven Manon, secrétaire communal

Absent(s) excusé(s):

néant

Premier votant:

M. Engel Georges

Madame Nadine Tornambé-Duchamp n'a pas pris part au vote du point 2A.
Madame Patricia Speck-Braun n'a pas pris part au vote des points 20 à 22.
Monsieur Alain Cornély n'a pas pris part au vote du point 24.
Monsieur Jean-Pierre Schlessler n'a pas pris part au vote des points 54 et 55.

Monsieur Mike Lorang a quitté la séance après le vote du point 49.

Le collège des bourgmestre et échevins demande de bien vouloir ajouter les points suivants à l'ordre du jour:

2A. Redressement de la limite communale entre la Ville d'Esch-sur-Alzette et la commune de Sanem au site Belval

Vote unanime

62. Réduction temporaire de la tâche hebdomadaire de 30 heures à 20 heures de la dame ROMEO Francesca, éducatrice diplômée au CIPA-REWA, pour la période du 1er avril 2016 au 30 septembre 2020

Vote unanime

Le collège des bourgmestre et échevins demande de bien vouloir reporter le point suivant à la séance du 13 mai 2016:

2. Informations sur les activités du GECT Alzette-Belval

Vote unanime

Ordre du jour

1. Correspondance et Informations

2. Informations sur les activités du GECT Alzette-Belval

Point reporté à la séance du 13 mai 2016

2A. Redressement de la limite communale entre la Ville d'Esch-sur-Alzette et la commune de Sanem au site Belval

Vote unanime

3. Approbation du rapport de la séance du conseil communal du 25 janvier 2016

Vote unanime

PROJETS

4. Travaux de la phase 3 dans le cadre de l'aménagement du centre de récréation Galgenberg à Belvaux. Devis estimatif détaillé: 350.000,- € (article budgétaire: 4/810/221313/05002)

Vote unanime

5. Travaux de la phase 2 dans le cadre de l'aménagement du parc Tippewee à Soleuvre. Devis estimatif détaillé: 200.000,-€ (article budgétaire: 4/621/221313/13105)

Vote unanime

6. Aménagement de 5 stations supplémentaires Vèl'OK dans la commune de Sanem. Devis estimatif détaillé: 150.000,-€ et crédit: 75.000,-€ (article budgétaire: 4/130/211000/99008)

Vote(s) positif(s): 11	Abstention(s): 4
Arendt Patricia, Asselborn-Bintz Simone, Bronzetti Denis, Cecchetti Myriam, Cornély Alain, Engel Georges, Faber-Huberty Chantal, Goelhausen Marco, Piscitelli José, Schlessler Jean-Pierre, Tornambé-Duchamp Nadine	Lorang Mike, Morgenthaler Nathalie, Reuter-Bauler Carine, Speck-Braun Patricia

7. Remplacement de la camionnette pour déchets des poubelles publiques du service Infrastructures. Devis estimatif détaillé: 75.000,- € (article budgétaire: 4/624/223210/16020)

Vote unanime

8. Remplacement de la camionnette double cabine avec benne basculante du service Environnement équipe ATI. Devis estimatif détaillé: 40.000,- € (article budgétaire: 4/621/223210/16017)

Vote unanime

9. Remplacement du véhicule utilitaire du service Environnement des services de régie. Devis estimatif détaillé: 30.000,- € (article budgétaire: 4/621/223210/16016)

Vote unanime

10. Remplacement d'une voiture de service type fourgonnette 5 places pour les services de régie - Service Eau. Devis estimatif détaillé: 28.000,- € (article budgétaire: 4/630/223210/14024)

Vote unanime

11. Remplacement de la fourgonnette de l'équipe ATI chefs d'équipe du service Environnement. Devis estimatif détaillé: 24.000,- € (article budgétaire: 4/621/223210/16019)

Vote unanime

12. Acquisition d'un véhicule utilitaire électrique pour les services de régie service Infrastructures. Devis estimatif détaillé: 26.000,- € et modification budgétaire: 2000,- € (article budgétaire: 4/510/223210/15015)

Vote unanime

13. Acquisition d'une voiture de service type fourgonnette 2 places pour les services de régie service Bâtiments équipe SALTO - serrures électroniques. Devis estimatif détaillé: 20.000,- € (article budgétaire: 4/130/223210/16012)

Vote unanime

14. Remplacement de l'installation des feux de signalisation au carrefour Chemin Rouge -rue des Champs à Belvaux. Devis estimatif détaillé: 51.000,- € et crédit (article budgétaire: 4/622/222100/16051)

Vote unanime

15. Aménagement de deux aubettes dans la commune de Sanem. Devis estimatif détaillé: 50.000,- € (article budgétaire: 4/441/221323/99001)

Vote unanime

16. Mise à niveau du parc micro-informatique pour l'année 2016. Devis estimatif détaillé: 37.500,-€ (article budgétaire: 4/120/223500/99001)

Vote unanime

17. Remplacement de l'alarme incendie de la Maison Relais Kannerbuerg Place de l'Indépendance à Soleuvre. Devis estimatif détaillé: 30.000,-€ (article budgétaire: 4/242/222100/14017)

Vote unanime

18. Levé 3D des rues de la commune de Sanem. Devis estimatif détaillé: 15.000,€ (article budgétaire: 4/624/221313/13068)

Vote unanime

19. Aménagement d'un chemin piétonnier rue de Soleuvre vers Paquetbiert à Belvaux. Devis estimatif détaillé: 15.000,-€ (article budgétaire: 4/449/221313/16002)

Vote unanime

20. Acquisition de feux de signalisation mobiles de chantier. Devis estimatif détaillé: 22.500,-€ (article budgétaire: 4/622/222200/16033)

Vote unanime

21. Acquisition d'un bain-marie et d'un four pour les besoins de la cuisine du CIPA. Devis estimatif détaillé: 14.157,-€ (article budgétaire: 4/734/222100/16034)

Vote unanime

22. Acquisition de machines de nettoyage service technique et écoles Sanem. Devis estimatif détaillé: 14.000,-€ (article budgétaire: 4/130/222200/16007)

Vote unanime

23. Acquisition de meubles pour le nouveau bureau de la délégation des salariés dans la rue de Differdange à Soleuvre. Devis estimatif détaillé: 8.000,-€ (article budgétaire: 4/120/223410/16005)

Vote unanime

24. Acquisition de cadres photos destinés au projet d'orientation pour les besoins des résidents. Devis estimatif détaillé: 4.897,62.-€ (article budgétaire: 4/734/222100/99001)

Vote unanime

25. Acquisition de deux fauteuils relax pour les besoins des pensionnaires. Devis estimatif détaillé: 2.143,44.-€ (article budgétaire: 4/734/222100/99001)

Vote unanime

26. Acquisition d'une imprimante pour les besoins du CIPA. Devis estimatif détaillé: 670,78.-€ (article budgétaire: 4/734/223500/14030)

Vote unanime

TRANSACTIONS IMMOBILIERES

27. Approbation d'un acte d'échange avec la société « IKKUVIUM s.à r.l. » concernant des parcelles sises au lieu-dit « Rue Aessen » à Soleuvre

Vote unanime

28. Approbation d'un compromis de vente avec la société anonyme ArcelorMittal Luxembourg concernant l'acquisition du terrain 1873/5491 avec constructions existantes

Vote unanime

29. Approbation d'un compromis de vente avec la société à responsabilité limitée « P&P Promotions S.à r.l. » concernant la vente d'une parcelle de terrain sise à Sanem

Vote unanime

30. Approbation d'un compromis de cession à titre gratuit avec la dame MANNELLI Adorna concernant cinq parcelles de terrain à Soleuvre

Vote unanime

FINANCES

31. Approbation de divers subsides

Numm	Objet	Montant deen déi Joëre virdrun accordéiert ginn ass	Montant accordéiert
Aide à l'Enfance de l'Inde Alzheimer	Demande fir en Don Demande fir e Subside	/ 100,00 € CC 15.12.14	/ 100,00 €
LGVI	Demande fir en Don	/	/
Fondation Lëtzebuerger Blannevereenegung	Demande fir e Subside	100,00 € CC 06.03.15	100,00 €
Lëtzebuerger Guiden a Scouten	Demande fir en Don	/	/
Médecins sans frontières	Demande fir en Don	/	/
Care	Demande fir en Don	/	/
FËB - Fir Effentlech Bibliotheken	Demande fir e Subside	/	/
Festival Elsy Jacobs	Demande fir en Don	/	/
Aide aux enfants handicapés du Grand-Duché	Demande fir en Don	100,00 € CC 08.05.15	100,00 €
Les amis du Tibet Luxembourg	Demande fir en Don	/	/

Vote unanime

32. Approbation d'un don d'une valeur de 600.-€ pour l'asbl « Eng Hand fir all Kand » de la part de la commission des Jeunes

Vote unanime

33. Approbation d'un don d'une valeur de 500.-€ à « Stëmm vun der Strooss » de la part de la commission du 3^{ème} âge

Vote unanime

34. Approbation du décompte 2015 relatif à la subvention d'un uniforme unique en faveur des quatre sociétés de musique de la Commune de Sanem

Vote unanime

35. Approbation du décompte de l'année 2015 de la « Fédération Luxembourgeoise de Boules et Pétanque (FLBP) asbl »

Vote unanime

36. Approbation de décomptes

Article	Libellé	Devis	Dépenses
4/120/221311/01001	Coordination administrative - Travaux de modification et de remplacement dans la maison communale à Belvaux	2 663 868,49	3 021 134,04
4/120/221311/12001	Coordination administrative - Mairie à Belvaux - Assainissement, façade et fenêtres	845 250,00	885 305,53
4/150/233410/15002	Maison sociale - Acquisition de mobilier et machines	100 000,00	44 994,72
4/822/221311/15020	Halls sportifs - Acquisition de nouvelle tribune pour spectateurs pour le boulodrome au Metzertlach	16 278,26	16 335,77

Vote unanime

37. Adaptation de la taxe « Taxe d'accompagnement » pour les pensionnaires résidants au Centre Intégré pour Personnes Âgées « CIPA Résidence Op der Waassertrap »

Le Conseil communal,

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

Vu l'article 99 ainsi que l'article 107 de la Constitution;

Vu la délibération du Conseil Communal du 16 décembre 2011;

Vu la demande et les explications du directeur du REWA du 21 décembre 2015;

Considérant que le tarif englobe la préparation du résident, le transport et le cas échéant la présence constante d'un accompagnateur ainsi que les frais de transport (essence, ticket de parking, etc...);

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins de donner une suite favorable à la demande précitée;

décide d'adapter le tarif actuel de 20€/heure à 40€/heure, arrondi au quart d'heure supérieur pour la taxe « Taxe d'accompagnement » pour les pensionnaires résidants au Centre Intégré pour Personnes Âgées « CIPA Résidence Op der Waassertrap (REWA) » et prie l'Autorité Supérieure de bien vouloir donner son approbation.

Vote(s) positif(s): 10	Vote(s) négatif(s): 1	Abstention(s): 4
Asselborn-Bintz Simone, Bronzetti Denis, Cecchetti Myriam, Cornély Alain, Engel Georges, Faber-Huberty Chantal, Goelhausen Marco, Piscitelli José, Schlessner Jean-Pierre, Tornambé-Duchamp Nadine	Arendt Patricia	Lorang Mike, Morgenthaler Nathalie, Reuter-Bauler Carine, Speck-Braun Patricia

38. Approbation de la création d'une taxe pour les actes supplémentaires non prévus par le plan de prise en charge de l'Assurance Dépendance ou non stipulés dans le contrat d'hébergement du Centre Intégré pour Personnes Âgées « CIPA Résidence Op der Waassertrap »

Le Conseil communal,

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

Vu l'article 99 ainsi que l'article 107 de la Constitution;

Vu la demande et les explications du directeur du REWA du 21 décembre 2015;

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins de donner une suite favorable à la demande précitée;

décide de créer une taxe pour les actes supplémentaires non prévus par le plan de prise en charge de l'Assurance Dépendance ou non stipulés dans le contrat d'hébergement et dont le tarif est calculé sur base de la valeur monétaire de l'Assurance Dépendance et qui s'élève actuellement à 48,36 € (indice 775,17)

et prie l'Autorité Supérieure de bien vouloir donner son approbation.

Vote(s) positif(s): 10	Vote(s) négatif(s): 1	Abstention(s): 4
Asselborn-Bintz Simone, Bronzetti Denis, Cecchetti Myriam, Cornély Alain, Engel Georges, Faber-Huberty Chantal, Goelhausen Marco, Piscitelli José, Schlessner Jean-Pierre, Tornambé-Duchamp Nadine	Arendt Patricia	Lorang Mike, Morgenthaler Nathalie, Reuter-Bauler Carine, Speck-Braun Patricia

39. Approbation de la taxe pour les annonces de la brochure ArtEvents

Le Conseil Communal,

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

Vu l'article 99 et l'article 107 de la Constitution;

Vu la brochure ArtEvents;

Vu que les manifestations du « ARTIKUSS » peuvent être insérées via annonce dans la brochure ArtEvents;

Vu les frais d'impression pour la brochure ArtEvents;

Considérant qu'il est indiqué de demander une taxe pour l'annonce dans la brochure ArtEvents;

Vu la proposition du collège des bourgmestre et échevins de fixer les mêmes tarifs pour les annonces de la brochure ArtEvents que pour les annonces de l'Agenda;

décide de fixer pour les représentations tenues au « ARTIKUSS » une taxe pour l'annonce dans la brochure ArtEvents de:

- 120,00 € pour une page entière,
- 60,00 € pour une 1/2 page,
- 30,00 € pour un 1/4 de page,

et prie l'autorité supérieure de bien vouloir donner son accord.

Vote(s) positif(s): 14

Asselborn-Bintz Simone, Bronzetti Denis, Cecchetti Myriam, Cornély Alain, Engel Georges, Faber-Huberty Chantal, Goelhausen Marco, Lorang Mike, Morgenthaler Nathalie, Piscitelli José, Reuter-Bauler Carine, Schlessler Jean-Pierre, Speck-Braun Patricia, Tornambé-Duchamp Nadine

Abstention(s): 1

Arendt Patricia

OFFICE SOCIAL

40. Avis du conseil communal concernant une décision du conseil d'administration de l'office social de Sanem:

- a. Nomination d'un(e) assistant(e) social(e) d'hygiène sociale (m/f) à mi-temps CDD (du 1.1.2016 au 15.6.2016) et sous le statut de l'employé(e) communal(e) dans le cadre du projet « Social Opportunities 2 »

Vote unanime

- b. Approbation de la convention 2016 (MIFA/AC/OS)

Vote unanime

- c. Création d'un poste d'employé communal (m/f) carrière C à mi-temps sous CDD (du 15.1.2016 au 15.6.2016) et sous le statut de l'employé(e) communal(e) dans le cadre du projet « Social Opportunities 1 »

Vote unanime

- d. Nomination d'un employé communal (m/f) carrière C à mi-temps sous CDD (du 15.1.2016 au 15.6.2016) et sous le statut de l'employé(e) communal(e) dans le cadre du projet « Social Opportunities 1 »

PERSONNEL – SERVICE DES REGIES

41. Création de deux postes d'agents de nettoyage à raison de 30 heures par semaine pour les besoins du département nettoyage, équipe volante, à durée indéterminée et sous le champ d'application de la CCT des communes du Sud

Vote unanime

PERSONNEL – SERVICE TECHNIQUE

42. Création de deux postes à plein temps dans la carrière de l'agent municipal (m/f) sous le statut du fonctionnaire Communal

Vote(s) positif(s): 14	Abstention(s): 1
Asselborn-Bintz Simone, Bronzetti Denis, Cecchetti Myriam, Cornély Alain, Engel Georges, Faber-Huberty Chantal, Goelhausen Marco, Lorang Mike, Morgenthaler Nathalie, Piscitelli José, Reuter-Bauler Carine, Schlessler Jean-Pierre, Speck-Braun Patricia, Tornambé-Duchamp Nadine	Arendt Patricia

PERSONNEL – ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL

43. Résiliation d'une convention conclue entre l'État représenté par la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et la Commune de Sanem en matière de mise à disposition temporaire d'un(e) ou de plusieurs éducateurs (trices) et/ou éducatrices (trices) gradué(e)s dans le cadre de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental et de l'article 45 de la loi du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental

Vote unanime

DIVERS

44. Modification de la composition des commissions consultatives

Néant

45. Modification du règlement de circulation de la commune de Sanem

Le Conseil Communal,

Considérant qu'il y a lieu de prendre toutes les mesures nécessaires afin de garantir le libre écoulement de la circulation routière;

Vu la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques;

Vu l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques;

Vu que les infractions aux dispositions du présent règlement seront punies conformément à l'article 7 modifié de la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques;

Vu la loi communale du 13 décembre 1988;

Vu la loi du 31 mai 1999 portant création d'un corps de Police grand-ducale et d'une Inspection générale de la Police;

Vu le règlement de circulation communal du 23 juillet 2004;

décide de modifier le règlement précité du 23 juillet 2004 comme suit et prie l'autorité supérieure de bien vouloir donner son approbation:

1. Les dispositions concernant la rue d'Oradour-sur-Glane (CV) à Belvaux sont modifiées comme suit:

La disposition suivante est ajoutée:

ARTICLE:	LIBELLE:	SITUATION:
4/2/3	Stationnement interdit, excepté handicapés	1 place à l'entrée de la rue



ADMINISTRATION COMMUNALE DE SANEM	Emplacement pour personne à mobilité réduite dans la rue l'Oradour-sur-Glane	Dessé par: RLJ	Date: octobre 2015	Echelle: 1/250 Feuille N°: 1	Titre: PLAN COMMUNAL DE SANEM - Belvaux, 10/10/2015 D'origine: Administration communale de Sanem, reproduction interdite
-----------------------------------	--	----------------	--------------------	---------------------------------	---

2. Vu la dénomination d'un nouveau lotissement « Cité Seelbunn » à Belvaux La disposition concernant la cité Seelbunn (CV) à Belvaux est créée comme suit: La disposition suivante est ajoutée:

ARTICLE:	LIBELLE:	SITUATION:
4/1	Stationnement et parcage <48h	Sur toute sa longueur
4/5/1	Place de parcage, véhicule auto-moteur <3,5t	Tous les parkings dans la cité
5/1	Zone 30km/h	Sur toute sa longueur
5/2	Zone stationnement interdit aux véhicules au transport de choses, excepte certains jours et heures	Sur toute sa longueur

-
46. Approbation de règlements d'urgence pris par le collège des bourgmestre et échevins
- a. Confirmation d'un règlement temporaire de circulation concernant les travaux de raccordement à la canalisation des modules pour réfugiés dans la rue du Château à Sanem, travaux effectués par l'entrepreneur Bonaria et fils, pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 7 mars 2016;
 - b. Confirmation d'un règlement temporaire de circulation concernant les travaux de pose d'une nouvelle conduite d'eau dans la rue Dickskopp à Soleuvre, travaux effectués par l'entreprise Sogeroute, pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 7 mars 2016

Vote unanime

47. Déclaration d'intention « Capitale européenne de la Culture 2022 »

Vote unanime

48. Motion en matière de la desserte ferroviaire du site Belval

Proposition de Motion de solidarité

Dans sa séance du 11 décembre 2015, le Conseil Communal de la Ville d'Esch-sur-Alzette a voté unanimement une « Motion en matière de la desserte ferroviaire du site Belval ». L'objet de cette motion consistait dans l'appel aux instances nationales du Grand-Duché ainsi qu'aux instances régionales de la Lorraine à revenir sur une décision en vue de l'abandon de la liaison ferroviaire directe Thionville-Belval-Longwy via Bettembourg à partir de l'année 2016 et d'intégrer les services des collectivités locales, notamment ceux de la Ville d'Esch-sur-Alzette et de la commune de Sanem, dans le processus décisionnel en matière de desserte ferroviaire existante et future du site Belval.

Déi Lénk estime que le Conseil Communal de Sanem pourrait/devrait se rallier aux propos des collègues et propose une motion de solidarité.

Motion en matière de la desserte ferroviaire du site Belval

Le conseil communal de Sanem, en sa séance du 11 mars 2016, considérant que l'abandon de la ligne ferroviaire directe Thionville-Longwy-Belval

- est en contradiction aux dispositions et au règlement spécial du site Belval, arrêtés en 2004 par les conseils communaux d'Esch-sur-Alzette et de Sanem, portant l'accent prioritaire sur les transports en commun;
- abolirait une ligne ferroviaire directe desservant le site Belval depuis 2009, telle qu'initée par le Conseil Régional de Lorraine et le Grand-Duché de Luxembourg dans le cadre du Schéma stratégique de Mobilité Transfrontalière (SMOT) et telle qu'inscrite dans le concept de mobilité du site Belval, arrêté en 2009 par toutes les instances nationales et locales;
- ne se justifie pas par des comptages de fréquentations effectués sous la seule régie de la SNCF et ceci bien avant la rentrée 2015/2016, donc avant la mise en place de l'Université du Luxembourg, avant l'arrivée des étudiant(e)s et des employé(e)s transfrontaliers dont un nombre important en provenance du sillon lorrain Thionville-Longwy;
- va à l'encontre de toutes les politiques de promotion et financement du Transport en Commun des dernières années (investissement de 50 millions d'euros dans la construction de la gare de Belval-Université et le réseau avoisinant;

se rallie aux propos du conseil communal de la Ville d'Esch-sur-Alzette votés unanimement dans sa séance du 11 décembre 2015 et invite les instances nationales du Grand-Duché et régionales de la Lorraine à

- revenir sur leur décision d'abandonner la liaison ferroviaire directe Thionville-Belval-Longwy via Bettembourg,
- procéder à de nouveaux comptages réalistes des utilisateurs prenant en compte la situation actuelle sur le site de Belval et l'implantation de la Maison de la Grande Région à Esch-sur-Alzette;
- simuler le nombre des utilisateurs sur bases des nouveaux comptages pour la situation définitive sur le site de Belval à l'horizon 2018 et au-delà;
- décider sur base des résultats des nouveaux comptages et simulations du potentiel des utilisateurs;
- intégrer les services des collectivités locales, notamment ceux de la ville d'Esch-sur-Alzette et de la commune de Sanem, dans le processus décisionnel en matière de desserte ferroviaire future du site Belval.

Sanem, le 11 mars 2016

La motion en matière de la desserte ferroviaire du site Belval a été retirée par le parti politique « Déi Lénk ».

49. Questions et divers
Un de Schäfferot vun der Gemeng Suessem



Bieles, den 3. März 2016

Eis Gemeng huet bis virun net all ze laanger Zäit Fëscherpermis'en ausgestallt. Dëse Service gëtt awer elo, eise Quellen no, net méi ugebueden an d'Fëscher, déi een neie Permis brauchen, gi vun eise Beamte bei den Enregistrement geschéckt.

Gemäss dem Artikel 25 vum Gemengegesetz vum 13. Dezember 1988, erlaabt mär Äech an der Sëtzung vum nächste Gemengerot folgend Froen ze stellen:

- Firwat stellt eis Gemeng keng Fëscherpermis'e méi aus, nodeems si et soss ëmmer gemat huet an aner Gemengen et och nach weider maachen?
- Fënnt de Schäfferot net, dass dëse Service um Bierger sollt bäibehale ginn?

Merci am viraus fir Är Äntwerten, mat menge beschte Gréiss,

Fir d'CSV-Fraktioun, Mike LORANG a Carine REUTER-BAULER

Nathalie MORGENTHALER Member vum Gemengerot

Réponse du collègue échevinal:

Fir d'éischt emol well ech bemierken dass eis Gemeng NI opgehale huet Fëscherpermis'en auszestellen a soumat dee Service eisen Awunner NET méi unzëbidden. Et ass effektiv wouer dass fir Wanterméint (Oktober, November, Dezember) eng Rupture de stock war, déi awer näischt mat der Gemeng ze dinn hat mee mat der Ofschaffung vun den Distriktskommissariater am September.

Vun do un hunn mir op Nouvellë gewaart, well gewosst war dat d'AGE sollt d'Permisen iwuerhuelen. No laangem Nohake krute mir eréischt den 18. Januar en offizielle Courier vum Ëmweltministère wéi et mat de Permis'en weidergeet. Natierlech war et eis bis dohin net méiglech nei Permis'en kafen ze goen.

Wéi eng Ännerungen huet dëse Courier elo mat sech bruet?

Ab dësem Joer verkeeft eis Gemeng just nach Permis'en Kategorie A (15 Euro) a B (40 Euro) fir Grenzgewässer. Déi sinn 1 Joer gutt a kennen net verlängert gi mee mussen all Kéier nei kaf ginn (Dës Zort vu Permis'en ass och virdrun am BZ verkaf ginn).

Virun deenen neie Bestëmmunge vum Ministère huet d'Gemeng och nach Permis'en verlängert fir Bannengewässer. Laut dem Ministère gëtt dat awer ab 2016 vum Enregistrement gemaach sou dass eis Gemeng Permis'en fir Bannengewässer weder verkeeft nach verlängert. Dëse Service gëtt just nach beim Enregistrement offréiert.

Déi nei Permis'en fir Grenzgewässer sinn natierlech direkt nom Courier vun der Ëmweltverwaltung bestallt ginn a sinn och deemnächst erëm an der Receptioun ze kréien. Eng Informatioun fir Awunner ass am deem Sënn och scho preparéiert. Dëst war also kee Choix vun der Gemeng mee sinn offiziell Direktive vum Ministère.

Fro zu de Problemer am Zesummenhang mat den horaires vum Zuch a mam Parking op der Gare zu Käerjeng.

Den Ausbau vun der Zuchline an hiere grouse Succès stellen eng konkret Alternativ zum weideren Ausbau vu Stroossen sprech Contournement duer. Den Zougank zum öffentlechen Transport, deen ëmmer méi populär gët wëll en ënnert aanerem a 14 resp. 17 Minutten an der Staat ass, misst weider optimiséiert gin. Ma et gët ëmmer méi schwéier den Zuch op der Gare Bascharage-Suessem ze huelen.

Eischtens well d'Verbindungen vun Zuch a Bus net ideal sin. Besonnesch op der Linn 14 vun Déifferdang kënnt de Bus systematesch mueres dann un, wann den Zuch fortfiert, esou dass sech an alle Fäll eng Wardezäit vun enger Véirelstonn ergët.

Zweetens well d'Parkplaatzen (et sinn der 241!) scho mueres fréi besat sin, keng aner Plaatze wäit a breet ze fanne sin an d'Police vu Bascharage, am Optrag vum Buergermeeschter vun deër Gemeng, deen eis de Contournement grat do hisetze wëll, sech zënter enger Zäit ameséiert systematesch Protokoller ze pechen esoubal den Auto net op enger offiziell agezeechenter Plaatz steet, ouni awer am geringsten de Verkéier ze behënneren.

Wat gedenkt de Schäfferot konkret ze maachen fir dene opgezielten Mësstänn ze begéinen?

Patrizia Arendt,
déi Lénk

Réponse du collègue échevinal:

Zu der Fro mat de Problemer (déi eis och bekannt sinn) am Zesummenhang mat den Horairë vum Zuch a mam Parking op der Gare zu Käerjeng well ech iech informéiere wat de Schäfferot bis elo schonn do ënnerholl huet:

Direkt nodeems eis verschidde Problemer op der Gare zu Käerjeng zougedroe gi sinn hunn mir e Bréif un de betraffene Minister geschéckt (22. Februar), wou mir eis un d'Demande vu Bascharage ralliéiere wat de Problem mam Parking ugeet a froen zousätzlech, fir d'Mobilité douce ze verstärken, den Amenagement vun enger Statioun Vël'OK an M-Boxen.

Parallel dozou hunn mir och e Courier préparéiert un de Verkéiersverbond wéinst der Koordinatioun vun den Horairë Bus/Zuch wou mir froen op eng Upassung op deem Punkt méiglech wär. Mir wäerten iech um Courant hale soubal mir vun deene Concernéierten eng Äntwert kruten.

SEANCE A HUIS CLOS

PERSONNEL – ADMINISTRATION

50. Démission honorable de la dame DELMARKO-GREISCH Sylvie, employée communale, à partir du 1er novembre 2016

Démission accordée

51. Promotion hors cadre du sieur CARDARELLI Daniel, inspecteur principal (grade 12), au poste d'inspecteur principal 1er en rang, grade 13, à partir du 1er août 2016

Promotion accordée

52. Promotion hors cadre du sieur EWEN Guy, chef de bureau (grade 10), au poste d'inspecteur, grade 11, à partir du 1er mai 2016

Promotion accordée

53. Promotion du sieur THILL Gérard, chef de bureau (grade 10), au poste d'inspecteur, grade 11, à partir du 1er mai 2016

Promotion accordée

54. Nomination d'un chargé de relations publiques (m/f) à plein temps et à durée indéterminée

Est nommé(e): SCHMIT Cliff

55. Nomination de deux rédacteurs m/f à plein temps et sous le statut du fonctionnaire communal

- a. Nomination d'un rédacteur m/f à plein temps et sous le statut du fonctionnaire communal

Est nommé(e): REMY Carole

- b. Nomination d'un rédacteur m/f à plein temps et sous le statut du fonctionnaire communal

Est nommé(e): SCHLESSER Christophe

PERSONNEL – ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL

56. Démission de la dame SCHMITZ Diane, éducatrice dans l'enseignement fondamental, avec effet au 1er février 2016

Démission accordée

PERSONNEL – MAISON RELAIS SANEM

57. Augmentation de la tâche hebdomadaire de 20 heures à 40 heures de la dame SIMON Mireille, éducatrice diplômée à la Maison Relais SANEM

Augmentation de tâche accordée

58. Nomination d'un aide-éducateur (m/f) avec une tâche de 16 heures/semaine et à durée indéterminée, pour les besoins de la maison relais de SANEM sous le statut de salarié tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière de l'éducateur PE5 (en formation)

Est nommé(e): ALLARD-NOSSEM Linda

59. Nomination d'un aide-éducateur (m/f) avec une tâche de 20 heures/semaine et à durée indéterminée, pour les besoins de la maison relais de SANEM sous le statut de salarié tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière de l'éducateur PE5 (en formation)

Est nommé(e): HORODNYJ Sandra

60. Nomination d'un éducateur diplômé (m/f), pour les besoins de la MAISON RELAIS, à plein-temps et à durée déterminée pour assurer le remplacement d'une dispense de grossesse, du congé de maternité afférent et éventuellement d'un congé parental, sous le statut de salarié tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière de l'Éducateur PE5

Est nommé(e): MICHAUX Stéphanie

PERSONNEL – CIPA “RESIDENCE OP DER WAASSERTRAP”

61. Nomination d'un kinésithérapeute (m/f) à raison de 20 heures/semaine au C.I.P.A. » Résidence op der Waassertrap », à durée indéterminée bénéficiant de la CCT SAS, carrière PS1

Est nommé(e): DIDIER Alain

62. Réduction temporaire de la tâche hebdomadaire de 30 heures à 20 heures de la dame ROMEO Francesca, éducatrice diplômée au CIPA-REWA, pour la période du 1er avril 2016 au 30 septembre 2020

Réduction de tâche accordée

Gemeinderatssitzung Sanem vom 11.03.2016

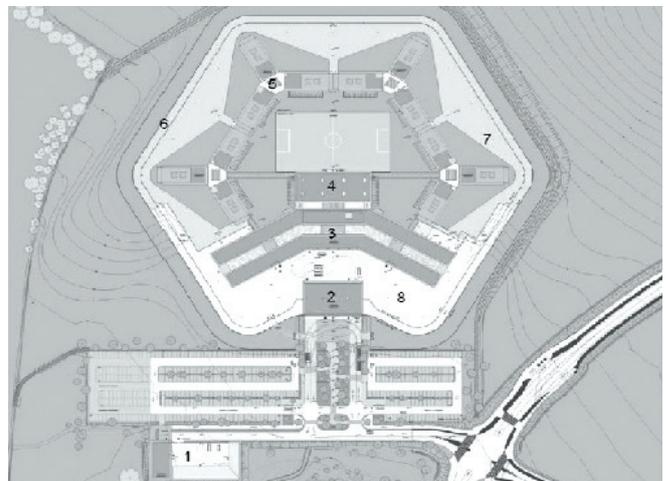
Neugestaltung des Naherholungszentrums „Gaalgebierg“

In der heutigen Mammutsitzung am 11. März 2016 behandelten die Gemeinderäte in 3 Stunden insgesamt 62 Punkte. Bei den meisten Angelegenheiten gab es keine Beanstandungen, bei 4 Abstimmungen gab es jedoch Diskussionen. Die CSV-Fraktion enthielt sich bei der Erweiterung des Vël'OK-Systems und bei den Taxenerhöhungen im gemeindeeigenen Alten- und Pflegeheim CIPA REWA (Résidence Op der Waassertrap). Déi Lénk-Gemeinderätin war ebenfalls gegen die Taxenerhöhung und mit der Schaffung von 2 weiteren Ordnungsbeamtenposten nicht einverstanden.

BELES

Zunächst bat Bürgermeister Georges Engel (LSAP) den Gemeinderat 2 Punkte der Tagesordnung hinzuzufügen. Hierbei handelte es sich um die Begradigung der Gemeindegrenze mit der Nachbargemeinde Esch-sur-Alzette und um eine temporäre Arbeitszeitverminderung einer Mitarbeiterin im CIPA REWA. Außerdem wurde Punkt 2 bezüglich der Präsentation über die Aktivitäten des GECT Alzette-Belval (Groupement Européen de Coopération Territoriale) auf die kommende Gemeinderatssitzung im Mai verschoben.

Beim ersten Tagesordnungspunkt teilte Bürgermeister Georges Engel (LSAP) mit, dass eine Informationsversammlung zur geplanten Untersuchungsanstalt Uerschterhaff in Sanem stattfinden werde. Da das diesbezügliche Gesetzprojekt gestimmt wurde, wollen Justizminister Felix Braz und Nachhaltigkeitsminister François Bausch am 24. März 2016 das Bauvorhaben vorstellen. Die von der Gemeinde Sanem im Voraus gestellten Konditionen seien erfüllt, demnach steht der Ausstellung der Baugenehmigung nichts mehr im Wege.



Bald wird die Baugenehmigung für die Untersuchungsanstalt ausgestellt werden.

Danach informierte der Bürgermeister den Gemeinderat über das Voranschreiten des geplanten Grundschulkomplexes in Belval Süd. Nachdem Architekt Michel Petit gemeinsam mit einer Arbeitsgruppe (in dem auch Vertreter des Schulpersonals und der Maison Relais zugegen waren) den Bauausführungsplan ausgearbeitet hatte, wurden die besagten Pläne nochmals bearbeitet, da das Schulministerium noch einige Ideen miteinbringen wollte. Als dann der Ausführungsplan fast abgeschlossen war, brachte sich nun auch die Universität Luxemburg mit ein um ein „éducation appliquée“-Konzept (Laborschule) in der neuen Grundschule in Belval einzufügen. Ziel ist es bei diesem pädagogischen Konzept, neue Lehrmittel zu ermitteln. Da diese Idee interessant erscheint, wird sich die Arbeitsgruppe mit der Universität treffen um eine mögliche Zusammenarbeit in Erwägung zu ziehen und eventuell ein Konzept auszuarbeiten.

Gemeinderätin Patrizia Arendt (Déi Lénk) fragte daraufhin ob somit eine Ganztagschule anvisiert sei. Schulschöffin Myriam Cecchetti (Déi Gréng) antwortete, dass dies nicht in dem Sinne geplant sei, da der gesetzliche Rahmen hier nicht gegeben ist. Mit der Einbindung der Universität sei es nun aber möglich andere Stundenpläne aufzusetzen und die formale und non-formale Ausbildung ineinander übergreifen zu lassen. Man finde die Idee der „éducation appliquée“ sehr interessant, man wolle aber abwarten ob das Schul- und Erziehungspersonal damit einverstanden ist. Zudem erinnerte die Schöffin daran, dass die „éducation différenciée“ ebenfalls auf dem gleichen Campus angesiedelt werden wird und sich somit viele Möglichkeiten eröffnen werden.

Danach stimmte der Gemeinderat die neue Territorialgrenze in Belval zur Nachbargemeinde Esch-sur-Alzette und den Bericht der vergangenen Gemeinderatssitzung vom Januar 2016.

PHASE 3 DER UMBAUARBEITEN AUF DEM „GAALGEBIERG“

Die dritte Phase der Neugestaltung des Freizeitentrums „Gaalgebierg“ in Beles wird insgesamt 350.000 € kosten. Schöffe Marco Goelhausen (LSAP) erhielt das Wort um alle wichtigen Umbauarbeiten vorzustellen. Von ihm war zu erfahren, dass unter anderem seit 2 Jahren der alte Spielplatz neugestaltet wird mit neuen Geräten und Elementen.

Das größte und wohl spektakulärste Spiel – ein 7 Meter hoher Kletterturm mit Seilen, Leitern und Rutschbahn-

en wird nun zu einem Kostenpunkt von 154.000 € angeschafft. Weitere Elemente sind unter anderem eine Trinkwasserfontäne, Pflanzen, Abfalleimer, das Amphitheater (das in Zusammenarbeit mit dem CIGL errichtet wird) und ein neuer Fußballplatz, der es durch Abtrennungen ermöglicht, dass auch jüngere Fußballspieler sich dort austoben können. Dieser Kostenvoranschlag wurde einstimmig verabschiedet.



Der „Gaalgebierg“ wird weiter modernisiert.

Ebenso bewilligte der Gemeinderat 200.000 € für weitere Instandsetzungsarbeiten im Park „Tippewee“ in Zolwer. Auch hier erklärte Schöffe Marco Goelhausen (LSAP), dass nach Abschluss der 1. Phase jetzt unter anderem zusätzliche Wege angelegt, ein Toboggan errichtet und die Umgegend verschönert werden wird.

Der etwas veraltete Fuhrpark der Gemeinde, von denen einige Fahrzeuge bereits über 12 Jahre und mehr im Dienst sind, wird teilweise erneuert. Die Regiedienste erhalten einen Kleinlastwagen von 75.000 € um den Abfall der öffentlichen Mülleimer einzusammeln, zwei Nutzfahrzeuge von 40.000 € und von 30.000 € für die öffentlichen Grünanlagen, einen Lieferwagen mit 5 Sitzplätzen von 28.000 € für die Mannschaft, die sich um die Wassernetzwerke kümmern und einen Wagen von 24.000 € für die Vorarbeiter des ATI-Service (Affectation Temporaire Indemnité).

Hinzu kommen ein Elektrofahrzeug von 26.000 € für den Infrastruktur-Dienst der die alltäglichen Kontrollen bezüglich des Abfallreglements zu unternehmen und ein Kleintransporter von 20.000 € für den Schlüsseldienst (Programmierung, Installation, Aktualisierung der 950 elektronischen Schlösser) der Gemeinde.

Mit allen Kostenvoranschlägen zeigten sich die Gemeinderäte einverstanden.

AUSBAU DES VÈL'OK-NETZES SORGT FÜR UNSTIMMIGKEIT

Die Einrichtung von weiteren 5 Vèl'OK-Stationen in der Gemeinde traf nicht auf allgemeine Zustimmung. 150.000 € werden benötigt um neben den bereits existierenden Stationen und Elektrofahrrädern die im vergangenen Winter installiert worden waren (in Beles und auf dem Scheierhaff: Gemeinde, CIPA REWA, Lycée Belval, KUSS, Bahnhof) 5 weitere anzulegen und zwar in Beles: bei der Schule Roue Wee im Metzlerlach, in Zolwer: place de l'Indépendance und Cité Kauffman, in Ehleringen: rue Kulturschapp und in Sanem: Hall polyvalent. Zunächst waren im Mobilitätskonzept zwei Anlagen für 2016 und 3 für 2017 vorgesehen, doch wollte man nun bereits 1 Jahr vorher alle Ortschaften der Gemeinde in das Vèl'OK-Netz anschließen.



5 weitere Stationen werden in der Gemeinde errichtet.

Schöffe für Mobilität Marco Goelhausen (LSAP) informierte, dass seit Einführung des Vèl'OK-System 83 Bürger ein Abo angefragt haben und die Station bei der Gemeinde in Beles am meisten genutzt wird. Zudem gab er bekannt, dass man beim Bahnhof Käerjeng/Sanem eine weitere Station plane, ein Ort an dem das Vèl'OK-Konzept sehr sinnvoll ist. Umweltschöffin Myriam Cecchetti (Déi Gréng) erklärte, dass man mit diesem Projekt die Bürger anregen will vermehrt aufs Fahrrad umzusteigen und eventuell sogar ein eigenes E-Bike anzuschaffen.

CSV-Gemeinderätin Nathalie Morgenthaler forderte in diesem Sinne eine finanzielle Unterstützung für diejenigen, die sich ein Elektro-Fahrrad kaufen. Außerdem müsse man mehr Werbung für das Konzept propagieren und den Leuten erklären wie man das Vèl'OK-System überhaupt nutzen kann. Schöffe Marco Goelhausen (LSAP) erwiderte, dass ein Flyer zu diesem Thema an alle Haushalte verteilt werden wird.

Gemeinderat Jemp Schlessler (LSAP) wies darauf hin, dass die Statistiken in der Umweltkommission präsentiert worden waren und berichtete von der Kritik an der noch niedrigen Zahl der Nutzer. Man müsse jedoch bedenken, dass das Projekt im Winter gestartet war und man deshalb der Sache eine Chance geben müsse.

Gemeinderätin Patrizia Arendt (Déi Lénk) informierte sich warum nur 1 Station in der Ortschaft Sanem geplant sei. Gerade hier machen mehrere Stationen Sinn, weil derzeit der Parkplatz beim Bahnhof Käerjeng/Sanem immer überfüllt ist, was die Attraktivität der Doppelgleise beweise und auch die Bereitschaft der Menschen den Öffentlichen Transport zu nutzen. Auch Déi Gréng-Rätin Chantal Faber-Huberty fragte nach weiteren Stationen in Ehleringen.

Bürgermeister Georges Engel (LSAP) erklärte, dass man in Ehleringen mit dem Kulturschapp anfangen wird, eine Ausweitung des Systems wird mit der Zeit sicherlich folgen. Zum Vèl'OK beim Bahnhof Käerjeng/Sanem wies er darauf hin, dass die Gemeinde Käerjeng sich noch nicht dem Vèl'OK-Verbund angeschlossen hat und der Bahnhof sich nicht auf Sanemer Territorium befindet. Deshalb gestaltet es sich schwierig einfach in einer anderen Gemeinde etwas zu errichten, man müsse zuvor die Nachbargemeinde und die CFL vom Konzept überzeugen.

Nach allen Diskussionen wurde dieser Punkt mit 10 Ja-Stimmen und 4 Enthaltungen seitens der DP und der CSV, mangels wenig durchdachten Konzepts, verabschiedet.

WEITERE PROJEKTE UND ANSCHAFFUNGEN

Bei den darauffolgenden Abstimmungen herrschte wieder Einklang im Gemeinderat.

An der Kreuzung rue des Champs/Chemin Rouge in Beles wird für 51.000 € die Ampelanlage ersetzt. Diese ist seit 3 Wochen außer Betrieb und kann nicht repariert werden, da sie aus dem Jahr 1997 stammt und es mittlerweile keine Ersatzteile vorhanden sind. Die neue Installation beinhaltet LED-Leuchten und entspricht allen aktuellen Normen und Vorschriften.

Die Kostenvoranschläge für 2 Busunterstände in Sanem in der rue d'Esch (Haltestelle „Lohr“) und in Ehleringen in der rue d'Esch (Haltestelle „ZARE“) belaufen sich auf 50.000 €.

37.500 € werden benötigt um Informatikmaterial, eine neue Lizenz für die Abfallverwaltung-Software und 2 Projektoren anzuschaffen.

Die Kosten für den Austausch der aus dem Jahre 1997 stammende Brandmeldezentrale in der Maison Relais Kannerbuerg in Zolwer belaufen sich auf 30.000 €.

Für 15.000 € werden 3D-Aufnahmen der Straßenräume angefertigt, die dann in das SIGCOM-System (système d'information géographique) integriert werden. Um aktuelle Daten zur Verfügung zu stellen müssen diese Aufnahmen alle 2 Jahre wiederholt werden. Betreffend den Datenschutz muss man sich auch keinerlei Sorgen machen: die Informationen werden nur zu internen Zwecken genutzt, Personen und Fahrzeugkennzeichen werden unkenntlich gemacht.

Der neue Fußgängerweg von der rue de Soleuvre in Beles (Höhe Geessewee) zum „Pakebiert“ kostet 15.000 €. Schöffe Marco Goelhausen (LSAP) gab noch weitere Erläuterungen. Diese Verbindung besteht hauptsächlich aus Treppen mit 2 Bänken zum Ausruhen und führt über den Berg zur rue de la Gare.

Der Kauf von mobilen Ampelanlagen schlägt mit 22.500 € zu Buche. Die neuen Ampeln sind mit Detektoren ausgestattet, die einen fließenden Verkehr an Baustellen garantieren sowie den Verkehr an Kreuzungen regeln.

Zudem werden 2 automatische Reinigungsmaschinen für den technischen Dienst in der rue de l'Usine in Beles und für die Schule in Sanem gekauft – Kostenpunkt: 14.000 €.

Die neuen Räumlichkeiten der Arbeitnehmerdelegation

in der rue de Differdange in Zolwer werden mit Möbeln für 8.000 € ausgestattet.

Das gemeindeeigene Alten- und Pflegeheim CIPA REWA erhält für 14.157 € ein Wasserbad und einen Ofen für ihre Küche. Dies weil die bestehenden Küchengeräte über 15 Jahre alt sind und viele Ersatzteile nicht mehr produziert werden. Außerdem werden Bilderrahmen für 4.897 € gekauft. Im Zusammenhang mit einem Orientierungsprojekt werden die Gänge im CIPA REWA mit Fotos der Ortschaften der Gemeinde dekoriert. Des Weiteren werden 2 Sofas für 2.143 € und ein Drucker für 670 € gekauft.

IMMOBILIENTRANSAKTIONEN UND FINANZEN

Die 4 Immobilientransaktionen als auch die von Gemeinderat und Präsident der Finanzkommission Jemp Schlessler (LSAP) präsentierten wurden ebenfalls einstimmig bewilligt.

Danach stimmten die Gemeinderäte einhellig die Spende in Höhe von 600 € von der Jugendkommission zugunsten von „Eng Hand fir all Kand asbl“. Dieser Betrag stammt von den Erlösen des alljährlichen „Youth On Stage“-Konzertes. Ebenso verhielt es sich bei der Spende von 500 € der Drittalterskommission zugunsten von der „Stëmm vun der Strooss“, die von den Einnahmen des INECC-Konzertes stammen.

Die Abschlussrechnungen bezüglich der Subvention für die Uniformen der 4 Musikvereine der Gemeinde als auch der Subsidien zugunsten der FLBP (Fédération Luxembourgeoise de Boules et Pétanque (FLBP) asbl) gaben keinen Anlass zur Diskussion. Auch keine Gegenstimme bei den Abschlusskonten betreffend 4 Projekte der Gemeinde. Insgesamt gab es nur eine Überschreitung der Kostenvoranschläge von 13,4%.

GEBÜHRENERHÖHUNGEN IM CIPA REWA UND FÜR ARTIKUSS-BROSCHÜRE

Bei den folgenden Abstimmungspunkten war man sich wiederum uneins. Die ersten beiden Angelegenheiten bezogen sich auf 2 Gebührenerhöhungen um CIPA REWA. Zum einen handelte es sich um die Begleittaxe und zum



Die Begleittaxe im CIPA REWA wird erhöht.

anderen um eine Gebühr für supplementäre Dienste, die nicht von der „Assurance dépendance“ übernommen werden. Die zuständige Schöffin Simone Asselborn-Bintz (LSAP) gab hierzu alle wichtigen Erklärungen.

Im Dezember 2011 hatte der Gemeinderat diese Begleittaxe (für die Vorbereitung, den Transport inklusive Benzin, Parktickets, etc. und eventuell die Zurverfügungstellung einer Begleitperson) für die Bewohner des CIPA REWA in Höhe von 20 € gestimmt. Das Personal fährt auf Anfrage mit den Senioren zu Arzt- und Krankenhausterminen, zur Pediküre, zu Familienbesuchen, etc. Alles also Dienste, die nicht im Animationsprogramm stehen und persönlich angefragt werden.

Am Anfang wurde dieser Service nicht viel genutzt (2013: 107 Bewohner, 195 Arbeitsstunden), doch in den vergangenen Jahren ist die Nachfrage stetig gestiegen (2015: 272 Bewohner, 475 Arbeitsstunden). Demnach ein Anstieg von 154,21% bzw. 143,59%. Hinzu kommt, dass in vielen Fällen 2 Begleitpersonen anwesend sein müssen, da man z.B. eine an Demenz erkrankte Person nicht allein lassen kann während man einen Parkplatz sucht. Man habe bemerkt, dass viele Familien nicht mehr die Zeit haben ihr Familienmitglied zu begleiten und deshalb viele Bewohner auf diesen Dienst zurückgreifen müssen. Um alle anfallenden Kosten abzudecken, wird die Gebühr auf 40 € erhöht. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) unterstrich, dass dies nicht ohne Grund geschehe, sondern aus realen Kostengründen.

Déi Lénk-Gemeinderätin Patrizia Arendt konnte diese Taxenerhöhung überhaupt nicht nachvollziehen. Das CIPA REWA habe noch vor kurzem eine ISO-Zertifizierung

erhalten (ein Qualitätslabel), wie man jetzt eine 100-prozentige Erhöhung rechtfertigen könne. Eine demente Person sei außerdem nicht selbst dafür verantwortlich, dass sie nicht ohne Begleitung zu Terminen gehen kann. Sie könne diese Erhöhung nicht mit stimmen, da dies eine soziale Ungerechtigkeit darstelle. Diese „prestation“ stehe einem dementen Menschen zu. In einem gemeindeeigenen Alters- respektiv Pflegeheim wie das CIPA REWA eines ist, sollten, wie bei allen sozialen Einrichtungen, den Menschen die Pflege, die sie beanspruchen, auch gewährt werden.

Schöffin Simone Asselborn-Bintz (LSAP) erklärte, dass bei dieser Zertifizierung das Betriebsmanagement und das Angebot des Hauses geprüft wird und nicht die Kosten. Es gehe hier um einen Service den man anbietet, da eine große Nachfrage besteht. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) verdeutlichte, dass diese Gebühr keineswegs eine neue sei und schon damals berechtigt war. Im Vergleich zu anderen Alten- und Pflegeheimen seien die Gebühren im CIPA REWA weiterhin recht günstig. Auch als Nicht-Bewohner des CIPA REWA bezahle man ein Taxi und trotz der Ärzte die ins Haus kommen, möchten einige Bewohner einen anderen draußen in Anspruch nehmen. Die Entscheidung ist den Senioren überlassen und gerechtfertigt, man müsse dann allerdings auch bereit sein den Fahrdienst zu belohnen.

Gemeinderätin Nathalie Morgenthaler (CSV) erklärte daraufhin die Enthaltung bei der Abstimmung ihrer Fraktion. Man verstehe, dass eine Begleittaxe von Nöten sei, dennoch bemängelt man die unzureichende Analyse von anderen Varianten der Gebühr. In anderen Häusern biete man z.B. 2 Gratis-Stunden an, etc.

Auch DP-Gemeinderätin Patricia Speck-Braun fand die Gebührenerhöhung zu hoch und kündigte ihre Enthaltung an.

Somit wurde dieser Punkt mit 10 Ja-Stimmen, 4 Enthaltungen der DP und der CSV und einer negativen Stimme von Déi Lénk angenommen.

Gleiches Votum galt bei der Schaffung einer Gebühr für zusätzliche Dienste, die nicht unter die „Assurance Dépendance“ fallen. Dies beinhalten z.B. supplementäre Badewannengänge, häufigere Reinigung des Zimmers, etc. Selbstverständlich wird diese Taxe nicht berechnet im Falle einer Erkrankung des Bewohners und der damit zusammenhängenden vermehrten Hilfeleistungen.

Anschließend gab Schöffin Simone Asselborn-Bintz (LSAP) alle Erläuterungen zur Einführung einer Gebühr für Inserate in der ArtEvents-Broschüre. Diese beinhaltet Veranstaltungen die im ArtiKUSS stattfinden und wird an alle Haushalte der Gemeinde, teilweise in den Nachbargemeinden und in Kulturzentren verteilt. Bisher wurden nur die Events, die von der Gemeinde organisiert wurden in dieser Broschüre veröffentlicht.

Nun besteht die Möglichkeit für Vereine ihre eigenen Veranstaltungen zu inserieren. In der gleichen Logik wie die Anzeigen im „Agenda“ kostet dies dann 120 € für eine ganze Seite und 60 € für eine halbseitige Reklame und 30 € für eine viertelseitige Werbung in eigener Sache.



Vereine können ihre Veranstaltungen, die im ArtiKUSS stattfinden, im ArtEvents veröffentlichen.

Diese Logik konnte Déi Lénk-Gemeinderätin Patrizia Arendt nicht teilen und begründete ihr negatives Votum. Solche Anzeigen müssten gratis sein, da man Kultur und die Vereine unterstützen müsse.

Bürgermeister Georges Engel (LSAP) entgegnete, dass es sich hier nicht um eine Diskussion über Kulturpolitik handle und man hiermit als Verein eine kostengünstige Werbung innerhalb sowie außerhalb der Gemeinde erhält. Dem stimmte Gemeinderat Jemp Schlessler (LSAP) zu, da viele Veranstaltungen von Vereinen Eintritt verlangen, seien die Kosten für eine Anzeige im ArtEvents schnell gedeckt. Somit wurde die Gebühr mit einer Gegenstimme von Déi Lénk dennoch verabschiedet.

Danach gab Gemeinderat und Präsident des „Office social“ Jos Piscitelli (LSAP) alle wichtigen Informationen bezüglich vier Entscheidungen des Verwaltungsrates des Sozialamtes. Hier wurden unter anderem die Nominierung des Sozialarbeiters Geoffrey Crougns für das Projekt „Social Opportunities 2“ und die Konvention mit dem Familienministerium bestätigt. Zum ersten Punkt teilte Schöffin Myriam Cecchetti (Déi Gréng) dann noch mit, dass es sich beim „Social Opportunities 2“ um die Weiterführung von noch laufenden Projekten handelt, aber auch um die Unterstützung der Asylbewerber in Sanem. Ein Teil von ihnen wird nach ihrer Anerkennung in der Gemeinde bleiben, deshalb müsse man bereits jetzt Integrationsmaßnahmen treffen. Gemeinsam mit freiwilligen Helfern und dem Willen der Asylantragsteller schaffe man gute Voraussetzungen für die spätere Integration. Das „Meet&Greet“ im Januar war ein Anfang und man sei bereits dabei neue Ideen für Projekte auszuarbeiten. In diesem Zusammenhang bedankte sich Gemeinderatsmitglied Jos Piscitelli (LSAP) bei allen Helfern des „Meet&Greet“.

BALD 2 WEITERE ORDNUNGSBEAMTE IN DER GEMEINDE SANEM

Die von Personalschöffen Marco Goelhausen (LSAP) erklärten Schaffungen von 2 neuen Posten im Reinigungsdienst wurden einstimmig bewilligt.

Anders war es bei der Schaffung von 2 neuen Stellen als Ordnungsbeamte. Seit dem 1. August 2014 verfügt die Gemeinde Sanem über einen „agent municipal“ der somit bei seiner Arbeit unterstützt werden soll. DP-Gemeinderätin Patricia Speck-Braun fragte in diesem Zusammenhang, ob dies bedeute, dass kostenpflichtige Parkplätze eingeführt werden sollen. Schöffe Marco

Goelhausen (LSAP) antwortete, dass dies noch nicht beschlossen sei und man erst analysieren müsse, an welchen Orten Parkautomaten sinnvoll sein könnten.

Gemeinderatsmitglied Patrizia Arendt (Déi Lénk) konnte diese Ansicht überhaupt nicht teilen. Sie setzte eher die Priorität darauf, dass die Bürger auf den öffentlichen Transport umsteigen und Déi Lénk seien gegen kostenpflichtiges Parken, deshalb werde sie sich bei der Abstimmung enthalten. Schöffe Marco Goelhausen (LSAP) wiederholte nochmals, dass kostenpflichtiges Parken nicht entschieden sei. Demnach wurde dieser Punkt mit 14 Ja-Stimmen verabschiedet.

Die von Schulschöffin Myriam Cecchetti (Déi Gréng) präsentierte Auflösung einer Konvention mit dem Schulministerium bezüglich des Erzieherpersonals im Schulsystem wurde dann wieder einstimmig angenommen.

Ebenfalls ohne Gegenstimme wurden die Änderungen im Verkehrsreglement der Gemeinde Sanem und die temporären Verkehrsverordnungen gewährt.

REGION SÜDEN BEWIRBT SICH ALS EUROPÄISCHE KULTURHAUPTSTADT 2022

Bürgermeister Georges Engel (LSAP) informierte, dass die Gemeinde Esch-sur-Alzette gemeinsam mit dem Südgebieterverband ProSud ihre Bewerbung zur europäischen Kulturhauptstadt 2022 vorbereite. Die Kandidatur muss bis Mai 2016 eingereicht werden und 2017 wird dann die Entscheidung zur Vergabe von der Expertenjury preisgegeben. Da eine Region laut Reglementierung keine Bewerbung einreichen darf, übernimmt die Nachbargemeinde Esch-sur-Alzette diese Aufgabe, dennoch beinhaltet das Dossier die ganze Südregion.



Die Südregion bewirbt sich als europäische Kulturhauptstadt 2022.)

In der vorliegenden Absichtserklärung geht es nun darum zu zeigen, dass die Gemeinde Sanem sich in das Projekt integrieren möchte. In dem Zusammenhang erklärt Sanem sich bereit die Kandidatur von Esch zu unterstützen und Veranstaltungen zu organisieren. Im Falle einer Zusage als europäische Kulturhauptstadt 2022 werden beide Gemeinden eine Konvention unterschreiben, in der alle administrativen, kulturellen und finanzielle Bedingungen festgehalten werden. Sei zu bemerken, dass die finanzielle Beteiligung bei maximal 50 € pro Einwohner liegt. Alle Details werden in Verhandlungen noch diskutiert und festgelegt werden.

Gemeinderat Alain Cornély (Déi Gréng) hatte Bedenken wegen der Größenordnung dieser Organisation. Es handelt sich hierbei um 10 verschiedene Gemeinden, die eventuell nach den nächsten Gemeindewahlen nicht mehr die gleichen Intentionen haben könnten. Im Falle eines Ausstiegs einer Gemeinde, ist nicht abgeklärt ob die verbleibenden Gemeinden die finanziellen Konsequenzen mittragen müssen.

Bürgermeister Georges Engel (LSAP) erwiderte, dass der luxemburgische Staat sich zu zwei Drittel an den Kosten beteiligt und jede Gemeinde nur die eigenen Veranstaltungen finanzieren muss, dabei das Doppelte zurückerstattet bekommt.

Auf Nachfrage zu den Kosten von CSV-Gemeinderätin Nathalie Morgenthaler erklärte der Bürgermeister weiterhin, dass z.B. bei einem Kostenpunkt für Veranstaltungen von 800.000 €, die Organisationsgemeinde 1,6 Mio.€ aus dem Fonds zurückbekommt. Es sei aber noch nichts konkret bezüglich der Programmierung und des Budgets festgelegt. Nach allen Ausführungen wurde die Absichtserklärung einstimmig bewilligt.

In einer Motion hatte Déi Lénk-Gemeinderätin Patrizia Arendt den Schöffen- und Gemeinderat dazu aufgefordert, sich mit den Escher Kollegen solidarisch zu zeigen, die sich gegen die Aufgabe der direkten Zugverbindung Thionville-Belval-Longwy via Bettemburg gewehrt hatten. Sie begründete ihren Antrag unter anderem damit, dass die Zählungen zu einem falschen Zeitpunkt durchgeführt worden waren (vor Ankunft der Studenten der Universität in Belval) und forderte die staatlichen Instanzen dazu auf neue, realistische Zählungen vorzunehmen und die Aufgabe der Zugstrecke zu überdenken.

Gemeinderätin und Vertreterin im GECT (Groupement Européen de Coopération Transfrontalière) Nadine Tor-

nambé-Duchamp (LSAP) gab sodann ausführliche Erläuterungen zur komplexen Situation. Die Zug-Linie 80 war eine Anfrage von Luxemburg, die mit einer Kapazität für 2.000 Nutzer jedoch nur von rund 200 Leuten genutzt wurde. Außerdem war diese Linie für französische Grenzgänger unattraktiv, da es schnellere und kostengünstigere Zugverbindungen gibt. Deshalb wurde die besagte Linie 80 gestrichen und auf der direkten Linie Metz-Luxemburg ein zusätzlicher Zug eingeführt. Die nun nicht mehr angebundene Dörfer im Dreieck Luxemburg-Nancy-Metz werden zudem mit Bussen zur schnelleren Zugstrecke gebracht. Die Evolution der Zugnutzer werde aber weiterhin beobachtet und gegebenenfalls wieder eine Zug-Linie 80 eingeführt falls dies nötig wäre.

Aufgrund der Erläuterungen, der veränderten Sachlage und der Zusage von französischer Seite, dass bei einem erhöhten Bedarf und Nutzung der eingesetzten Busse nach Belval, die jetzt gestrichene Zugstrecke Thionville-Belval-Longwy via Bettemburg reaktiviert werden wird, zog Gemeinderätin Patrizia Arendt (Déi Lénk) ihren Antrag zurück.

2 SCHRIFTLICHE ANFRAGEN VON CSV UND DÉI LÉNK

In einer schriftlichen Anfrage wollte Gemeinderätin Nathalie Morgenthaler (CSV) erfahren warum die Gemeinde die Fischererlaubnis nicht mehr ausstelle und die Antragsteller zur „Administration de l’Enregistrement“ geschickt werden. Andere Gemeinden würden diesen Dienst allerdings weiterhin anbieten.

Bürgermeister Georges Engel (LSAP) konnte aufklären, dass die Gemeindeverwaltung nie mit der Ausstellung von Fischererlaubnissen aufgehört habe. Er wies darauf hin, dass es während den Monaten Oktober bis Dezember effektiv keine diesbezüglichen Formulare mehr gab, da diese von den im September 2015 aufgelösten Distriktkommissariaten geliefert wurden. Erst am 18. Januar 2016 erhielt die Gemeinde ein Schreiben vom Umweltministerium mit den Erklärungen wie es mit den Erlaubnissen weitergehen würde. Seit diesem verkauft die Gemeindeverwaltung nur noch die Scheine der Kategorie A (15 €) und B (40 €) für Grenzgewässer. Diese sind 1 Jahr lang gültig und können nicht verlängert werden, sondern müssen jedes Jahr erworben werden. Die Erlaubnisse für Binnengewässer werden vom „Enregistrement“ ausgestellt, diese sind verlängerbar.

Die schriftliche Anfrage von Déi Lénk-Gemeinderätin bezog sich auf die Fahrpläne und das Parken am Bahnhof Käerjeng/Sanem. Erstens seien die Verbindungen zwischen den Bussen und Zügen nicht aufeinander abgestimmt. Zweitens sind die 241 Parkplätze früh morgens bereits alle besetzt und die Polizei vermehrt Kontrollen durchführt. Dies sei eine unnötige Repressalie gegen Bürger die den öffentlichen Transport nutzen wollen und könne dazu führen, dass diese wieder auf Auto umsteigen. Daher wolle sie wissen, was der Schöfferrat gegen diese Missstände unternehmen werde.

Bürgermeister Georges Engel (LSAP) erklärte, dass man die bekannten Probleme bezüglich der Fahrpläne von Bus und Bahn bereits in einem Brief an den „Verkéiersbond“ gemeldet und dementsprechende Anpassungen der Fahrzeiten angefragt habe. Sobald die Gemeindeverwaltung eine Antwort erhält, wird der Gemeinderat darüber informiert. Zum Parkproblem bei Bahnhof Käerjeng/Sanem hat man einen Brief mit der Forderung nach einer Vël’OK-Station und M-Boxen an den zuständigen Minister adressiert.

CSV-Gemeinderätin Nathalie Morgenthaler richtete danach weitere Fragen an den Schöfferrat. Zum einen fragte sie ob man sich auf einen Konsens einigen könne was die Menge an Dokumenten der heutigen Sitzung betrifft, was unbedingt sein muss und was nicht. Mit 1.500 Seiten sei man regelrecht erschlagen. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) deutete daraufhin, dass das heutige Dossier viele hunderte Seiten an Kandidaturen beinhalte, daher die hohe Seitenanzahl. Der Transparenz wegen wird alles gescannt und verschickt. Man sei aber offen für alle Vorschläge. Dann wollte Rätin Nathalie Morgenthaler (CSV) wissen ob es stimme, dass der Festsaal im Boulo-drome trotz Konvention mit der Gemeinde für Vereine kostenpflichtig sei, wobei Bürgermeister Georges Engel (LSAP) antwortete, dass dies so nicht stimme. Die Konvention besagt, dass der Saal von den lokalen Vereinen unentgeltlich für Veranstaltungen genutzt werden kann. Auf die Frage bezüglich einer Nachfrage für Futsal in der zukünftigen Sporthalle in Sanem, stellte der Bürgermeister klar, dass das Projekt in der jetzigen Form abgesegnet ist und die Pläne nicht mehr abgeändert werden können. Die nötige Vergrößerung um Futsal spielen zu können würde die Arbeit der letzten 3 Jahre zunichtemachen.

Déi Lénk-Rätin Patrizia Arendt fragte im Zusammenhang der Transparenz, eine Kopie aller zukünftigen Stellenausschreibungen.

Gemeinderätin Carine Reuter-Bauler (CSV) wünschte sich zum einen ausführlichere Informationen im Gemein-

deratssitzungsossier. Zum anderen wollte sie Details erfahren betreffs Kanalarbeiten in der rue du Château in Sanem. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) erklärte, dass diese Arbeiten im Rahmen des neuen Asylbewerberheims stattfinden. Da es sich hierbei um ein Bauprojekt in staatlicher Regie handelt, habe man keinen Einfluss auf Dauer der Baustelle. Man werde aber beim zuständigen Ministerium nachhaken.

Gemeinderat Jos Piscitelli (LSAP) informierte dann, dass die „Epicerie solidaire“ in Zolwer den „Prix Tremplin“, dotiert mit einem Preisgeld von 10.000 € erhalten hat. Ein Pressestatement wird in den kommenden Tagen veröffentlicht werden.

Auf Nachfrage von LSAP-Gemeinderatsmitglied Denis Bronzetti hinsichtlich der Seniorenresidenz in Belval, berichtete Bürgermeister Georges Engel (LSAP), dass bisher 15 Wohnungen reserviert worden sind. Um mit dem Bauarbeiten beginnen zu können müssten jedoch 21 verkauft sein. Die Frist läuft noch bis April, falls die Anzahl nicht erreicht werden sollte, wird der Bauträger dort ein anderes Projekt realisieren.

Im nicht-öffentlichen Teil der Sitzung stimmten die Gemeinderäte abschließend über 13 Personalangelegenheiten ab. Unter anderem erhielten mehrere Beamte eine Beförderung und Sylvie Delmarko-Greisch wurde ehrenvoll von ihren Diensten entlassen und in die Rente verabschiedet.




Procès-verbal des votes

du Conseil Communal de Sanem
de la séance publique
du vendredi, 13 mai 2016

date de l'annonce publique: 04 mai 2016
date de la convocation des conseillers: 04 mai 2016
début: 8h15
fin: 11h00

Présents:

M. Engel Georges, président,
Mme Arendt Patricia, Mme Asselborn-Bintz Simone, M. Bronzetti Denis, Mme Cecchetti Myriam, M. Cornély Alain, Mme Faber-Huberty Chantal, M. Goelhausen Marco, M. Lorang Mike, Mme Morgenthaler Nathalie, M. Piscitelli José, Mme Reuter-Bauler Carine, M. Schlessler Jean-Pierre, Mme Speck-Braun Patricia, Mme Tornambé-Duchamp Nadine, M. Ewen Guy, secrétaire adjoint

Absent(s) excusé(s):

Mme Greven Manon, secrétaire communal

Premier votant:

Mme Reuter-Bauler Carine

Monsieur Piscitelli n'a pas pris part au vote des points 16 à 21.



Ordre du jour

Assermentation de Monsieur SCHLESSER Christophe comme fonctionnaire de la commune de Sanem

Le collège des bourgmestre et échevins demande de bien vouloir retirer le point suivant de l'ordre du jour:

47. Nomination provisoire d'un agent municipal m/f sous le statut du fonctionnaire communal à plein temps

Vote unanime

1. Correspondance et Informations
2. Informations sur les activités du GECT Alzette-Belval
3. Approbation du rapport de la séance du 11 mars 2016

Vote unanime

PROJETS

4. Participation au projet FTTH, mise en souterrain Creos et Eltrona. Devis estimatif détaillé: 345.000,- € et crédit: 255.000,- € (article budgétaire:4/624/221313/12062)

Vote unanime

5. Nouvelle conduite d'eau et réseaux dans la liaison N32 CR178 à Soleuvre. Devis estimatif détaillé: 340.000,- € (article budgétaire:4/630/222100/13074)

Vote unanime

6. Renouvellement du revêtement du sol dans la salle des fêtes de l'école 2000 à Soleuvre. Devis estimatif détaillé: 60.000,- € (article budgétaire:4/910/221311/13106)

Vote unanime

7. Acquisition d'une camionnette, cabine simple, caisse grand volume et hayon extérieur pour les services de régie - service Infrastructures. Devis estimatif détaillé: 60.000,- € (article budgétaire:4/624/223210/16022)

Vote unanime

8. Adaptation du système de surveillance des réservoirs d'eau. Devis estimatif détaillé: 45.000,- € (article budgétaire:4/630/222100/12038)

Vote unanime

9. Réaménagement du terrain Agility Sanem. Devis estimatif détaillé: 75.000,- € et crédit: 28.500,- € (article budgétaire: 4/821/221200/12052)

Vote unanime

10. Acquisition d'un véhicule routier avec équipement spécial pour le chef de permanence. Devis estimatif détaillé: 30.602,52 € (article budgétaire: 4/322/223220/99001)

Vote unanime

11. Installation d'un abri entre les bâtiments et installation d'un local pour bouteilles à gaz au terrain d'athlétisme à Soleuvre. Devis estimatif détaillé: 20.000,- € et crédit: 9.000,- € (article budgétaire:4/821/221311/14033)

Vote unanime

12. Mise en conformité de l'ascenseur dans la maison Batting à Belvaux. Devis estimatif détaillé: 20.000,- € et crédit (article budgétaire: 4/833/221311/16052)

Vote unanime

13. Acquisition de deux matelas Alternating pour les besoins des pensionnaires. Devis estimatif détaillé: 3.040,56,- € (article budgétaire: 4/734/222100/99001)

Vote unanime

AMENAGEMENT COMMUNAL

14. Approbation du projet d'aménagement particulier - nouveau quartier « rue de Hussigny (modification) » portant sur des fonds sis à Belvaux au lieu-dit « rue de Hussigny » pour la suppression du bassin de rétention

Vote unanime

15. Approbation du projet d'aménagement particulier - nouveau quartier « rue d'Esch (modification) » portant sur des fonds sis à Ehlerange au lieu-dit « rue d'Esch » pour la construction de 4 maisons unifamiliales en bande (suppression du bassin de rétention)

Vote unanime

16. Approbation du projet d'aménagement particulier - nouveau quartier « Metzerhéischt » portant sur des fonds sis à Belvaux au lieu-dit « op Metzerhéischt » pour la construction de 53 54 maisons unifamiliales et 8 résidences

Vote unanime

Vote(s) positif(s): 13	Abstention(s): 1
Asselborn-Bintz Simone, Bronzetti Denis, Cecchetti Myriam, Cornély Alain, Engel Georges, Faber-Huberty Chantal, Goelhausen Marco, Lorang Mike, Morgenthaler Nathalie, Reuter-Bauler Carine, Schlessler Jean-Pierre, Speck-Braun Patricia, Tornambé-Duchamp Nadine	Arendt Patricia

17. Approbation de la convention et du projet d'exécution du PAP- rue Kulturschapp à Ehlerange

Vote unanime

18. Approbation de la convention et du projet d'exécution du PAP rue de l'Industrie-phase 4

Vote unanime

TRANSACTIONS IMMOBILIERES

19. Approbation d'un acte de vente avec le sieur WIRTH Marc et la dame DA SILVA NEVES Anaïs

Vote unanime

20. Approbation d'un acte de vente avec le consortium d'héritiers WOLTER concernant un terrain sis à Soleuvre

Vote unanime

21. Approbation d'un acte de cession à titre gratuit avec le consortium d'héritiers WOLTER concernant trois parcelles sises à Soleuvre

Vote unanime

22. Approbation d'un compromis de vente avec les œuvres paroissiales Belvaux a.s.b.l. concernant une partie de l'immeuble communément appelé « Bieleser Veräinshaus »

Vote(s) positif(s): 12	Abstention(s): 3
Arendt Patricia, Asselborn-Bintz Simone, Bronzetti Denis, Cecchetti Myriam, Cornély Alain, Engel Georges, Faber-Huberty Chantal, Goelhausen Marco, Piscitelli José, Schlessler Jean-Pierre, Speck-Braun Patricia, Tornambé-Duchamp Nadine	Lorang Mike, Morgenthaler Nathalie, Reuter-Bauler Carine

23. Approbation d'un compromis de cession à titre gratuit avec la dame LINNIG Cécile (veuve BATTING) concernant une parcelle sise à Belvaux

Vote unanime

24. Approbation d'un compromis de cession à titre gratuit avec le sieur BATTING Éric André concernant une parcelle sise à Belvaux

Vote unanime

25. Approbation d'un compromis de cession à titre gratuit avec le sieur BATTING Gérard concernant une parcelle sise à Belvaux

Vote unanime

26. Approbation d'un compromis de cession à titre gratuit avec les sieurs BATTING Éric André et BATTING Gérard concernant une parcelle sise à Belvaux

Vote unanime

27. Approbation d'une convention concernant l'accord de principe relatif à une implantation de la société à créer « KLOTERTUURM S.A. » pour une tour d'escalade avec buvette restaurant et magasin spécialisé à Soleuvre

Vote unanime

FINANCES

28. Autorisation de principe au collège des bourgmestre et échevins pour contracter une ligne de trésorerie permanente et illimitée dans le temps, sur compte courant à hauteur totale de 10'000'000,- € et aux meilleures conditions du marché

Vote unanime

29. Approbation du budget prévisionnel et de la mise communale pour l'exercice 2017 du Centre d'Initiative et de Gestion Local Sanem Asbl (CIGL SANEM)

Vote unanime

30. Approbation d'une modification du budget extraordinaire

Article budgétaire	Libellé	Crédit initial 2015	Modification proposée	Crédit après modification
4/630/222100/09013	Alimentation en eau - Renouvellement conduite eau Fenkelberg	0	46.000	46.000

Vote unanime

31. Approbation d'une modification du budget ordinaire

Article budgétaire	Libellé	Crédit initial 2015	Modification proposée	Crédit après modification
3/310/612180/99001	Aide humanitaire nationale - Subsidés ordinaires - Autres sous-traitance générale - Déiereschutzliga	2.970,00	204,00	3174,00

Vote unanime

32. Approbation d'un don d'une valeur de 500.- €, en faveur de la « Fondation Kannerschlass Soleuvre » de la part de la commission du 3ème âge

Vote unanime

33. Approbation de divers subsides

Numm	Objet	Montant deen déi Joëre virdrun accordéiert ginn ass	Montant accordéiert
Jongbaueren a Landjugend Zenter asbl	Demande fir en Don	/	/
Interesseveräin Eilereng	Concours villes et villages fleuris 2015	450,00€ CC 25.09.15	450,00
Association Nationale des Victimes de la Route	Demande fir en Don « monument du recueillement »	150,00 € CC 19.06.15 pour cotisation 2015	/*1
Ugda	Demande fir en Don	/	/
APPAAL - Association des parents de personnes atteintes d'autisme de Luxembourg asbl	Demande fir en Don	/	150,00
Médecins du Monde	Demande fir en Don	/	/
SOS Détresse	Demande fir en Don	100,00 € CC 08.05.15	100,00
Frënn vum Resistenzmusee	Memberskaart 2016	25,00 € CC 06.03.15	25,00
Croix-Rouge luxembourgeoise	Demande fir en Don 2016	/	/

*1: De Gemengerot huet den 19.06.2015 150,00 € fir d'Cotisation accordéiert. D'Finanzkommissioun proposéiert op Demande fir d'Cotisation 2016 ze waarden.

Vote unanime

34. Approbation d'un décompte

Article	Libellé	Devis	Dépenses
4/260/221312/12021	Précarité sociale - Rénovation maison Pontoni	286 837,00	209 135,10

Vote unanime

DIVERS

35. Approbation de la convention pour l'année 2016 du Jugendtreff SaBa a.s.b.l.

Vote unanime

36. Restrictions d'utilisation en ce qui concerne certaines propriétés communales à haute valeur écologique sises dans une zone Natura 2000 désignée par Règlement grand-ducal du 6 novembre 2009 respectivement du 30 novembre 2012 en vertu de la loi modifiée du 19 août 2004 - Fixation des restrictions et modes d'application - Décision

Vote unanime

37. Modification de la composition des commissions consultatives

Vote unanime

Nomination(s):

Nbr	Commission	Statut		Nom et Prénom	Code postal et Localité	Fonction	Nationalité/ Parti/Association
1	de l'Intégration	obligatoire	S	RIZZI Vimala Devi	L-4408 Belvaux	membre externe	luxembourgeoise
2	à l'égalité des chances	facultative	E	THEIS Christiane	L- 4483 Soleuvre	membre politique	Déi Gréng

Vote unanime

38. Approbation de règlements d'urgence pris par le collège des bourgmestre et échevins
- a. Confirmation d'un règlement temporaire de circulation concernant les travaux sur le réseau de la Poste dans la rue de la Fontaine à Soleuvre effectués par l'entreprise Bonaria Frères d'Esch/Alzette, pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 18 mars 2016;
 - b. Confirmation d'un règlement temporaire de circulation concernant les travaux d'aménagement de trottoirs à l'entrée de la localité d'Ehlerange, dans la rue d'Esch à Ehlerange, travaux effectués par l'entreprise Sogeroute, pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 18 mars 2016;
 - c. Confirmation d'un règlement temporaire de circulation concernant l'organisation du marché annuel de Soleuvre aux alentours de l'école 2000 à Soleuvre, pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 25 mars 2016;
 - d. Confirmation d'un règlement temporaire de circulation concernant les travaux de Construction d'une Maison unifamiliale au 16 rue Basse à Soleuvre, travaux effectués par l'entreprise Baifeu de Windhof, pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 25 mars 2016;
 - e. Confirmation d'un règlement temporaire de circulation concernant la suite des travaux de Renouvellement des réseaux dans la rue d'Esch à Sanem par l'entreprise Lisé et Fils pour le compte des P&T, pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 18 avril 2016;
 - f. Confirmation d'un règlement temporaire de circulation concernant la suite des travaux sur le Réseau de la Poste dans la rue Lohr à Sanem effectués par l'entreprise Rix de Sanem, pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 29 avril 2016;
 - g. Confirmation d'un règlement temporaire de circulation concernant l'organisation d'un "Duerffest" dans la Grand-Rue à Sanem par l'Harmonie de Sanem, pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 02 mai 2016;
 - h. Confirmation d'un règlement temporaire de circulation concernant les travaux de raccordement à la canalisation de la Maison n°355 route d'Esch à Belvaux effectués par l'entreprise Ferreira Elisio S.à r.l., pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 09 mai 2016;
 - i. Confirmation d'un règlement temporaire de circulation concernant la réflexion définitive de la chaussée, suite aux travaux de raccordement de la Maison n°14 rue du Verger à Sanem, travaux effectués par l'entreprise SAS-Bau Lux, pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 09 mai 2016

Vote unanime



Bieles, den 10. Mee
2016

Gemäss dem Artikel 25 vum Gemengegesetz vum 13. Dezember 1988, erlaabt mär Äech an der Sëtzung vum nächste Gemengerot folgend Froen ze stellen:

- D'Behënnerteparkplaze beim Scheierhaff si riets virum Gebai ze fannen an d'Agangsdier vum „Artikuss“ resp. der Sportshal si ganz lénks. Hannenaus si momentan och keng Behënnerteparkplazen, déi e besseren Zougang zu deene Raim ënnenan géife garantéieren. Gedenkt de Schännerot an Zukunft verschidde Behënnerteparkplaze ze verréckele resp. zousätzlecher hannenaus ze schafen?
- Den „Artikuss“ ass nach net Member am Réseau „Kulturpass“, dee Mannerbemëttelter et erlaabt, méi gënschteg u kulturell Manifestatiounen deel ze huelen. Kéint de Schännerot w.e.g. virgesinn de Kulturpass fir den „Artikuss“ an ze féieren?

Merci am viraus fir Är Äntwerten, mat menge beschte Gréiss,

Fir d'CSV-Fraktioun, Mike LORANG a Carine REUTER-BAULER

Nathalie MORGENTHALER
Member vum Gemengerot

Réponse du collègue échevinal:

Et ass effektiv geduecht fir nach zousätzlech Behënnerte Parkplazen, hannenaus beim Festikuss, bäizefügen. Eng Modifikatioun vum Verkéiersreglement gëtt am nächste Gemengerot eragereecht. Bei gréisser Manifestatioune ginn elo scho regelméisseg „provisoresch“ Behënnerte Parkplaze reservéiert.

Ursprénglech sollt de Parking méi déif léie wéi d'Entrée vum Gebai (identischen Niveau wéi virum Ëmbau). Di 5 Behënnerte Parkplaze sinn ob der rietser Säit, Richtung Schoul, well den Héichtenënnerscheid méttels enger Rampe laanscht d'Fassade vun do aus sollt iwwerbréckt ginn. Während dem Amenagement vum fiichte Parking an den Alentoure sinn d'Niveau'en adaptéiert ginn sou dat keng Rampe méi noutwendeg war. Fir deier Ëmbauarbechten ob engem neie Parking ze vermeide sinn di Behënnerte Parkplazen net méi verréckelt ginn. (Dës hunn aner Dimensiounen an aner Finitioune wéi déi normal Parkplaze Schwarzbelag-Ökopflaster).

Well de Parking gehuewe ginn ass, ass et och elo méiglech „plein-pied“ iwwert d'Sortie de Secours an d'Sportshal respektiv an d'Schoul ze kommen.

Op d'Fro ob de Schännerot kéint virgesi fir de Kulturpass fir den Artikuss anzeféieren hu

mir Folgendes ze soen:

Bis elo hate mer nach weider keng Ufro fir e Kulturpass, dofir gouf dat och net lancéiert, well et mécht jo kee Sënn eppes unzebidde wat net, respektiv ganz minimal gefrot gëtt. Just eng eenzeg Kéier, dëst Joer am Mäerz, 16 Méint no der Ouverture vum Artikuss, si mir drop ugeschwat ginn.

Et stellt e relativ héijen administrativen Opwand duer fir dat ze geréieren: Ausstelle vum Kulturpass (an Zesummenaarbecht mam Office social a mam Populationsbüro), zousätzlechen Tarif bei den Entreespräisser, Ticketing...etc.

An d'Prioritéit war bis elo mol, dat „normaalt“ Fonctionnéiere vum Artikuss un d'Rullen ze bréngen an ze geréieren.

Woubäi net ze vergiessen ass, dass mer trotzdem schonns 3 verschidden Tariffer ubidden (Normalpräis, Gruppepräis an e Studentepreis).

Wann et awer gewënscht ass, kënne mer dat gärén och nach lancéiere mam Kulturpass.

SEANCE A HUIS CLOS

PERSONNEL – CIPA RÉSIDENCE OP DER WAASSERTRAP

40. Nomination d'une aide-soignante, à durée déterminée pour la période du 16 avril au 15 octobre 2016, avec une tâche de 40 heures/semaine, au C.I.P.A. « Résidence op der Waassertrap » sous le statut de salarié tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière de l'aide-soignant PS5

Est nommé(e):
Schurig Mareike

41. Réduction de la tâche hebdomadaire de 40 heures à 30 heures de la dame Loriaux Annick, infirmière diplômée au CIPA-REWA, à partir du 1er mai 2016

Réduction de tâche accordée

PERSONNEL – ADMINISTRATION

42. Démission honorable du sieur CARDARELLI Daniel, inspecteur principal 1er en rang, à partir du 1er octobre 2016

Démission accordée

43. Promotion de la dame KIEFFER Myriam au poste de commis principal, grade 8bis, à partir du 1er juillet 2016

Promotion accordée

44. Promotion hors cadre de la dame NEMETH Szilvia au poste de commis principal, grade 8bis, à partir du 1er juillet 2016

Promotion accordée

45. Promotion de la dame MARCHEWKA Ruth, salariée (anciennement employée privée) à mi-temps, sous contrat de travail à durée indéterminée au sein de l'administration communale, du grade 13 au grade 14

Promotion accordée

46. Augmentation temporaire de la tâche du sieur LE MARCHAND Jérémie, salarié, carrière D, de 20 à 40 hrs

Augmentation de tâche accordée

47. Nomination provisoire d'un agent municipal m/f sous le statut du fonctionnaire communal à plein temps

Point retiré de l'ordre du jour

PERSONNEL – SERVICE TECHNIQUE

48. Prolongation de stage de Monsieur Sabotic Adis, ingénieur technicien, pour la période du 01.06.2016 au 31.05.2017, soit 12 mois

Prolongation de stage accordée

Gemeinderatssitzung Sanem vom 13.05.2016

Kletterturm in Zolwer auf dem Scheierhaff geplant

In der heutigen Gemeinderatssitzung am 13. Mai 2016 hatten die Ratsmitglieder 47 Punkte vor sich, die alle bis auf 2 Abstimmungen unisono verabschiedet wurden. Mit dem Teilbebauungsplan „Metzerhéicht“ zeigte sich die Déi Lénk-Gemeinderätin unzufrieden und beim Kauf des Beleser „Veräinshaus“ kündigte die CSV-Fraktion ihre Enthaltung an. Daneben war der geplante Bau einer Kletterhalle in Zolwer einer der Punkte, der die meiste Aufmerksamkeit auf sich zog.

BELES

Vor der Eröffnung der eigentlichen Sitzung wurde Christophe Schlessler als neuer Gemeindebeamter von Bürgermeister Georges Engel (LSAP) vereidigt.

Danach bat der Bürgermeister seine Kollegen Punkt 47 (Nominierung eines Ordnungsbeamten) von der Tagesordnung zu streichen und auf eine spätere Sitzung zu verschieben, womit alle Gemeinderäte sich einverstanden zeigten.

Beim ersten Tagesordnungspunkt informierte Bürgermeister Georges Engel (LSAP), dass vor kurzem Max Krippeler und Laura Cardarelli als 16.000 bzw. 16.001 Einwohner begrüßt werden konnten. Das Paar wurde im Rathaus empfangen und konnte sich über ein kleines Geschenk freuen.

Danach teilte Bürgermeister Georges Engel (LSAP) mit, dass es Bewegung im Dossier Umgehungsstraße von Bascharage gibt. Das Nachhaltigkeitsministerium hat vergangene Woche die Ordner mit den jeweiligen Plänen zur Konsultation in den betroffenen Gemeindehäusern hinterlegt. Bis zum 8. Juni können die Bürger ihre Stellungnahmen und Beschwerden schriftlich an den Schöffenrat richten. Zudem berichtete er, dass man auf eine Anfrage der Käerjenger Gemeinde eine Unterredung zwischen den beiden Schöffenräten stattfinden werde. Außerdem hat die Gemeindeverwaltung zur Vereinfachung die 5 Ordner eigenhändig gescannt und den Mitgliedern des Gemeinderates und der Arbeitsgruppe „Contournement“ zur Verfügung gestellt. Der Schöffenrat arbeite an seiner Stellungnahme, in der alle



Christophe Schlessler – Verstärkung für das Gemeindesekretariat.

gemeinsam ausgearbeiteten Elemente mit einfließen werden. Auch der Rechtsanwalt der Gemeinde wurde beauftragt, sich mit den juristischen Komponenten auseinanderzusetzen. Das Dossier „Contournement“ wird in den kommenden Wochen hochaktuell bleiben.

Dann teilte Déi Gréng-Gemeinderat Alain Cornély, Vertreter der Gemeinde im SIDOR (Syndicat intercommunal pour la gestion des déchets en provenance des ménages et des déchets assimilables des communes des cantons de Luxembourg, d'Esch et de Capellen) lobenswerte Neuigkeiten mit. Aus einer Statistik ist hervorgegangen, dass Sanem unter den 39 Mitgliedgemeinden am zweitwenigsten Müll (130,32kg/Person im Jahr wogegen die anderen Gemeinden bei über 200kg liegen) produziert. Außerdem erhält die Gemeinde 2017 den Betrag von 1,52 Mio. € aus dem Spezialfonds des SIDOR zurück und ihr jährlicher Beitrag wird in Zukunft herabgesetzt. Der Beitrag wird nun nicht mehr pro Einwohner berechnet sondern basiert auf dem Verursacherprinzip (pollueur-payeur). Abschließend betonte er, dass all dies aufzeige, dass man in Sachen Müllmanagement, während den letzten 20 Jahren, auf dem richtigen Weg sei und bedankte sich beim Schöffen- und Gemeinderat, beim Umweltdienst, dem Schulpersonal und allen anderen Akteuren die zu diesem guten Resultat beigetragen haben.

Anschließend erhielt Rätin und Vertreterin der Gemeinde im GECT Alzette-Belval (Groupement Européen de Coopération Transfrontalière) Nadine Tornambé-Duchamp das Wort um einige Informationen zu den Aktivitäten dieses Gremiums mitzuteilen.



GECT – BZ: Grenzüber-schreitende Zusammen-arbeit im GECT.

Das GECT wurde 2013 vom luxemburgischen Staat, den 4 Gemeinden Esch-sur-Alzette, Mondercange, Sanem und Schiffingen zusammen mit dem französischen Staat und den 4 Kollektiven „Communauté de Communes du Pays Haut Val d'Alzette“, „Région Lorraine“ und den jeweiligen „Conseils Départementaux“ „Moselle“ und „Meurthe-et-Moselle“ gegründet. Seitdem wurden viele Berichte und Dokumente bezüglich der Zusammenarbeit und der grenzüberschreitenden Strategien als auch gemeinsame Projekte in den Bereichen Gesundheit, Schulwesen, Mobilität, Sport, Kultur, Jugend, regionale Produkte, etc. angefertigt, die der Gemeinderat regelmäßig

zugestellt bekommt. Die in dieser Gruppe vertretenen Gemeinden umfassen insgesamt 90.000 Einwohner. Die Direktorin des GECT ist Dorothee Habay-Lê die von der Missionsbeauftragten Marine Camps unterstützt wird. Nachdem Gemeinderätin Nadine Tornambé-Duchamp (LSAP) ihre informativen und ausführlichen Erläuterungen abgeschlossen hatte, gab Schöffin Myriam Cecchetti (Déi Gréng) zwei konkrete Beispiele die die grenzübergreifende Zusammenarbeit illustrieren. Das INTERREG-Projekt bezüglich des Flussvertrags der Alzette kann bei Umsetzung EU-Gelder einbringen um weitere Projekte zu finanzieren. Ein zweites Anliegen, das man einreichen wird, ist ein Gartenprojekt in Kooperation mit Frankreich. In Voraussicht auf die „Cité jardinière“ auf dem „Matgesfeld“, das direkt an der Grenze liegt, ist eine Zusammenarbeit von beiden Seiten gewünscht.

Danach wurde der Bericht der vergangenen Gemeinderatssitzung vom 11.März von allen Gemeinderäten für gut geheißen.

PROJEKTE UND ANSCHAFFUNGEN

Der erste Kostenvoranschlag betraf die Beteiligung am FTTH-Projekt (Fiber To The Home) der Post. Hierbei handelt es sich um die Modernisierung hin zum Glasfasernetz bei der sich die Gemeinde mit 345.000 € an der Erneuerung der Leitungen von Eltrona und Creos beteiligt. Vorgesehen waren ursprünglich 50.000 €, im Verlauf der Baustelle hat sich jedoch herausgestellt, dass zusätzliche Arbeiten nötig sind. Unter anderem fallen darunter die Verlegung eines Mittelspannungsnetz unterhalb der Straße und nicht unter dem Bürgersteig, nicht eingeplante Arbeiten in der rue d'Esch in Sanem, in der rue de la Fontaine, rue Prince Jean, rue de la Croix an der rue des Près in Zolwer, sowie in der rue du Galgenberg in Beles.

In diesem Zusammenhang war Gemeinderätin Carine Reuter-Bauler (CSV) aufgefallen, dass im Kostenvoranschlag 90.000 € fehlen um das ganze Projekt zu finanzieren. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) erklärte, dass die Rechnung stimmen würde, da bereits im vergangenen Budgetjahr ein Teil der Kosten bezahlt worden waren. CSV-Rätin Nathalie Morgenthaler fragte dann noch wie es mit dem bereits in der Vergangenheit angesprochenen Taxenreglement bezüglich zu lang andauernden Baustellen besteht, woraufhin Bürgermeister Georges Engel (LSAP) informierte, dass der technische Dienst dabei sei ein solches Reglement zu analysieren und vorzubereiten.

Danach ging es um 340.000 € für die Erneuerung der Wasserleitungen in der Verbindung N32 und CR178 in Zolwer. Die Arbeiten beinhalten eine Verstärkung der Trinkwasserleitung zwischen der rue d'Esch und der rue de Limpach, eine neue Kanalisation auf der Höhe des Bauprojektes „Op den Aessen“ und neue Eltrona-Leitungen.

Die Erneuerung des Fußbodenbelages im Festsaal der Schule 2000 Zolwer kostet 60.000 €. Die aktuelle Holzverkleidung aus dem Jahre 1993 wird in den Sommerferien durch eine neue aus Eichenholz ersetzt.



Der Festsaal der Schule 2000 in Zolwer erhält einen neuen Holzboden.

Ebenfalls 60.000 € werden für den Kauf eines neuen Kleinlastwagen für die Regiedienste benötigt.

Die Anpassung des Überwachungssystems der Wasserreservoirs schlägt mit 45.000 € zu Buche. Konkret handelt es sich hierbei um die Verbesserung des Datenaustauschs zwischen den Wasserzählern und der Leitstation. Aktuell senden die Zähler alle 15 Minuten ein Update, Ziel ist es einen permanenten Austausch ohne Fehler zu erreichen. Die betroffenen Wasserzähler befinden sich in den Wasserspeichern: 1 in Beles, 4 im „Dennebësch“, 2 in Sanem, 3 auf dem Zolwerknapp und 1 in der rue de Hussigny.

Auf 75.000 € beläuft sich der zusätzliche Kostenvorschlag für die Neugestaltung des Agility-Feldes in Sanem sowie die damit verbundenen Arbeiten am Trinkwasser- und Elektroversorgungsnetz. 2014 war das Gelände erneuert und eine Trinkwasserleitung angelegt worden, die Trafo-Arbeiten sind noch nicht abgeschlossen. In der Zwischenzeit hat der Agility-Verein angefragt, dass das Terrain an die Kanalisation anzuschließen, da es in der Umgebung keine Anschlussmöglichkeiten gibt, wird nun eine Klärgrube angelegt, die 1mal im Jahr geleert wird. Zudem gab es die Bitte nach Sanitäranlagen, vor allem für Veranstaltungen und Turniere. Um dieser Anfrage nachzu-

kommen, wird ein Sanitär-Container errichtet werden.

Ein aus dem Jahr 1997 stammende Wagen für den Bereitschaftsdienst der lokalen Feuerwehr- und Rettungsdienste wird durch einem neuen Wagen (30.602 €.) ersetzt.

Der Unterstand auf dem Leichtathletikfeld in Zolwer kostet 20.000 €. Hier werden künftig Gasflaschen (in einem extra hierfür ausgelegten Schrank), Hürden und anderes Material unterstellt.

Das Batting-Haus in Beles erhält für 20.000 € eine neue Fahrstuhlinstallation und das gemeindeeigene CIPA REWA (Centre Intégré pour Personnes Agées Résidence Op der Waassertrap) 2 Alternating-Matratzen für 3.040 €. Die speziellen Matratzen dienen unter anderem zur Prävention von Wundliegen, zu einem höheren Komfort in der palliativen Phase.

Alle 10 Kostenvorschläge wurden einstimmig vom Gemeinderat verabschiedet.

TEILBEBAUUNGSPLAN „METZERHÉICHT“ SORGT FÜR DISKUSSIONSSTOFF

Bei der kommunalen Raumplanung standen mehrere Teilbebauungspläne (PAP-plan d'aménagement particulier) auf der Tagesordnung. Die ersten beiden bezüglich Bauprojekte in der rue de Hussigny in Beles (neues Wohnviertel) und in der rue d'Esch in Ehleringen (Bau von 4 Einfamilienhäusern) wurden ohne Beanstandungen verabschiedet. Ebenfalls bewilligt wurden die Ausführungskonventionen der PAPs in der rue Kulturschapp in Ehleringen (Bau zweier Einfamilienhäuser) und in der rue de l'Industrie in Sanem (Bau von 6 Einfamilienhäusern).

Unstimmigkeiten gab es jedoch beim PAP „Metzerhéicht“ in Beles bei dem es sich um ein neues Viertel mit 54 Einfamilienhäuser und 8 Residenzen handelt. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) erklärte, dass dieses Großprojekt bereits seit 9 Jahren in Bearbeitung befindet und dass er erleichtert sei, dass es nun endlich konkret werde. Die Besonderheit bei diesem Projekt liegt darin, dass die Gemeinde Besitzer einiger Grundstücke war und daher bei diesem Wohnungsbauprojekt ein größeres Mitspracherecht als sonst ausüben konnte. So wurde mit dem Bauträger ausgehandelt, dass im Gegenzug der Zurverfügungstellung der Grundstücke, die Gemeinde 3 Wohnungen à 120 Quadratmeter oder 6 mit jeweils



Am Ort „Metzerhéicht“ in Beles entsteht ein neues Wohnviertel.

60 Quadratmeter erhält, die dann zu sozialen Zwecken genutzt werden.

Gemeindearchitektin Nadine Dording gab im Anschluss daran alle nötigen technischen Erläuterungen bezüglich eines Wasserrückhaltebeckens, der Anlegung eines Spielplatzes, etc. Zusätzlich zu den Wohnungen die die Gemeinde erhält, ist der Bauträger aufgrund der Größenordnung (mehr als 1 Hektar) des Projektes verpflichtet 10% der Wohnfläche als sozialen Wohnungsbau auszuweisen.

Déi Lénk-Gemeinderätin Patrizia Arendt reichten die Maßnahmen nicht. Sie bemängelte, dass die öffentliche Hand noch mehr in Sachen „ac cessiblen“ Wohnungsbau unternehmen müsse und die Gemeinde die privaten Bau-träger vermehrt zu sozialen Bauprojekten drängen soll. 10% würden nicht ausreichen und deshalb fordere sie diesen Anteil hochzuschrauben. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) entgegnete, dass diese 10% eine gesetzliche Vorgabe sei. Die Gemeinde investiere viel Geld (zwischen 4 und 5 Mio. €) in den sozialen Wohnungsbau, man sei aber in seinen finanziellen Möglichkeiten eingeschränkt. Dennoch ließ sich die Déi Lénk-Gemeinderätin nicht umstimmen und blieb bei ihrer Enthaltung. Somit wurde dieser PAP mit 13 Ja-Stimmen befürwortet.

KLETTERHALLE IN BELES GEPLANT UND KAUF DES VEREINSHAUSES IN BELES

Insgesamt 9 Immobilientransaktionen standen anschließend auf der Tagesordnung, von denen der Kauf des „Veräinshaus“ in Beles und die Zurverfügungstellung eines Grundstückes in Zolwer für den Bau einer Kletterhalle Anlass für Diskussionen auslösten. Alle anderen notariellen Akte wurden ohne Widerstand angenommen.

300.000 € bezahlt die Gemeinde an die „Oeuvre paroissiales Belvaux asbl“ für das Vereinshaus auf 6,2 Ar Grundstück in der rue Dicks Lentz in Beles. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) verkündete, dass dort eventuell Wohnungen für junge Leute eingerichtet werden, die nach Schulabschluss trotz Weiterbildung oder Studium eine eigene Wohnung mieten könnten. Dies sei allerdings nicht als Langzeitwohnung gedacht. Ob der Festsaal in der jetzigen Form beibehalten wird, steht auch noch nicht klar. Die danebenliegende „Theaterstiffchen“ bleibt in Besitz der Pfarrgemeinschaft. Die CSV-Fraktion enthielt sich bei der Abstimmung, da noch kein klares Konzept vorliegt.



Die Gemeinde hat das „Veräinshaus“ in Beles gekauft und wird dort eventuell Wohnungen schaffen.

Die Konvention mit der „Klotertuurm SA“, die auf dem Scheierhaff in Zolwer eine Kletterhalle inklusive Bistro und Fachgeschäft errichten wird, stieß dann wiederum auf Einstimmigkeit. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) erklärte, dass mit Gilbert Schneider, dem Initiator der geplanten Kletterhalle, ein erfahrener und seriöser Kletterer am Werke sei. Die Konvention ist eine Grundsatzverein-

barung, dass eine Kletterhalle auf dem zugewiesenen Gemeindegrundstück gebaut werden darf. Die genaue Grundstücksgröße werde nach einer Vermessung noch festgelegt. Dieses Übereinkommen unterliegt jedoch Konditionen, z.B. muss die Kandidatur noch mit diversen Dokumenten vervollständigt werden. Im Gegenzug der Bereitstellung des Geländes während 30 Jahren, erhält die Gemeinde von der Gesellschaft „Klotertuurm“ Kletterkurse für Schulklassen und andere paraschulische Aktivitäten (während 32 Wochen im Jahr inklusive Fachpersonal), zudem einen Eintrittspreisrabatt von 10% für alle jungen Bürger unter 20 Jahren.



Zukünftiger Standort der Kletterhalle auf dem Scheierhaff
- eine weitere Attraktion für die Gemeinde.

Dieser „accord de principe“ ist 18 Monate gültig und ein wichtiges Dokument sowohl für die Gemeinde als auch für die Gesellschaft, da der Initiator und seine Bank diese Sicherheit benötigen für die Erstellung eines Business-Plans. Dann erst ist das Dossier komplett und man kann eine dauerhafte Konvention ausarbeiten.

Bürgermeister Georges Engel (LSAP) erinnerte daran, dass diese Kletterhalle in Sanem bei der neuen Sporthalle geplant war, da dieses Grundstück in Zolwer noch nicht zum Verkauf stand. Glücklicherweise konnte man das Gelände nun doch erwerben. Die Kletterhalle integriert sich nur bestens zu den anderen Sportinfrastrukturen auf dem Scheierhaff, sondern verfügt auch noch über eine gute Anbindung an den öffentlichen Verkehr.

Gemeinderätin Patrizia Arendt (Déi Lénk) war der Meinung, dass die Verhinderung des Baus einer Kletterhalle in Sanem maßgeblich dem Einsatz ihres Vorgängers zu verdanken sei. Sie sei erleichtert darüber, dass der Schöffenrat eingesehen habe, dass der Standort in Sanem ein Fehler sei und die damalige Konvention zu

viele Unsicherheiten barg. Trotzdem bemängelte sie, dass die Gegenleistungen der „Klotertuurm“-Gesellschaft zu wenig seien.

Bürgermeister Georges Engel (LSAP) entgegnete, dass dies so nicht ganz stimme. Der Standort in Sanem war zu dem Zeitpunkt der geeignetste, da die Gemeinde das Grundstück auf dem Scheierhaff noch nicht besaß. Es sei sicherlich nicht nur der Verdienst ihres Vorgängers, sondern eine logische Schlussfolgerung gewesen nach Ankauf des Geländes, das Projekt dort zu implantieren. Zu den Rückleistungen seitens des Betreibers, unterstrich der Bürgermeister, dass man hier ein Angebot erhält, das die Gemeinde überhaupt nichts kostet und das man bei Bedarf auch ausweiten kann. Außerdem waren diese Gegenleistungen bereits in der ersten Konvention (Standort Sanem) ebenfalls aufgelistet.

Sodann wurde auch dieser Punkt einstimmig angenommen.

FINANZANGELEGENHEITEN UND DIVERSES

Die Kreditlinie in Höhe von 10 Mio. € über die die Gemeinde verfügt, musste dann nach einer Laufzeit von 2 Jahren erneuert werden. Nach Rücksprache mit dem Innenministerium, wolle man nun auf den Weg einer Kreditlinie ohne limitierte Laufzeit gehen. Selbstverständlich werden die Vertragsbedingungen jedoch alle 2 Jahre vom Schöffenrat mit der Bank verhandelt und vom Innenministerium genehmigt, so Bürgermeister Georges Engel (LSAP). Damit zeigten sich alle Gemeinderäte einverstanden.

Einstimmigkeit herrschte auch bei dem von Schöffe und Präsident des CIGL Sanem, Marco Goelhausen (LSAP), vorgestellten Budget 2017 des „Centre d’Initiative et de Gestion Local Sanem Asbl“.

Ebenso verhielt es sich bei einer Modifikation im extraordinären Budget bezüglich der Erneuerung der Wasserleitung auf dem „Fénkelbiérg“, sowie bei einer Modifikation im ordinären Haushalt betreffend die finanzielle Beteiligung am Tierheim Gasperich als auch bei der Spende in Höhe von 500 € der Dritталterskommission an die „Fondation Kannerschlass Soleuvre asbl“.

Danach präsentierte Gemeinderat und Präsident der Finanzkommission Jemp Schlessler (LSAP) diverse Subsidien an Vereinigungen, die alle ohne Einwände verabschiedet wurden.

Die Abschlussrechnung bezüglich der Renovierung des Pontoni-Hauses, die alljährliche Konvention mit dem Jugendtreff SaBa, die Umänderungen in der Zusammensetzung in den beratenden Kommissionen und die temporären Verkehrsverordnungen wurden ebenfalls ohne Gegenstimme angenommen.

Auch kein negatives Votum gab es bei den Nutzungseinschränkungen des als Natura 2000-Zone klassifizierte Grundstück der Gemeinde. Umweltschöffin Myriam Cecchetti (Déi Gréng) gab hierzu alle nötigen Erläuterungen. Es geht hier genauer um die LIFE-Projekte der SICONA (Syndicat intercommunal pour la Conservation de la Nature). Brüssel möchte sich maximal absichern, was verständlich ist, da 50 % der Subvention von ihnen kommt. Mit dem Unterschreiben des vorliegenden Dokuments, engagiert sich die Gemeinde das Grundstück (innerhalb der Natura 2000-Zone) nur unter strengen Naturschutzaufgaben zu verpachten. In Sanem wird das LIFE-projekt-Gelände jedoch selbst von der SICONA betreut und es ist auch bislang nicht vorgesehen, es an andere zu verpachten. Dennoch möchte die EU dieses Dokument unterzeichnet haben.

MEHRERE ANFRAGEN AN DEN SCHÖFFENRAT

Zunächst gab Schöffin Simone Asselborn-Bintz Erklärungen zu der Frage (die die CSV-Fraktion in einer vergangenen Sitzung gestellt hatte) hinsichtlich der Hygiene bei dem „Essen auf Rädern“-Service der Gemeinde. Die Lieferwagen werden einmal pro Monat gründlich gesäubert, Fahrerkabine und Ladefläche innen und außen. Jedes Wochenende werden die Ladeflächen geputzt. Auf Nachfrage der Fahrer auch öfters, im Fall, dass Lebensmittel verschüttet worden sind. Es kommt natürlich vor, dass die Lieferwagen außen schmutzig sind, aufgrund Fahrten vorbei an diversen Baustellen. Die Styropor-Verpackungen gehen in 2 Waschgängen einmal die Woche durch die Spülmaschine. Das Porzellan und die Silikondeckel werden jeden Tag gereinigt. Die Anzahl an „Essen auf Rädern“ steigt konstant. Rund 82 Essen werden in den 4 Ortschaften verteilt.

CSV-Gemeinderätin Nathalie Morgenthaler hatte im Namen ihrer Fraktion eine schriftliche Anfrage an den Schöffenrat gerichtet. Hierbei ging es erstens um die Behindertenparkplätze beim KUSS in Zolwer. Diese befinden sich rechts vom Gebäude, dabei befinden sich die Eingangstüren zum Komplex

ganz links. Hinzu kommt, dass beim hinteren Parkplatz gar keine Behindertenstellplätze eingezeichnet sind. Daher wollte sie wissen ob daran gedacht werde, diese Parkplätze zu versetzen resp. Zusätzliche zu schaffen. Die zweite Frage bezog sich auf den „Kulturpass“ und der Bitte den ArtikUSS in dieses Kultur Netzwerk einzufügen.

Bürgermeister Georges Engel (LSAP) antwortete zunächst, dass zusätzliche Behindertenstellplätze am hinteren Parkplatz angedacht sind. Das diesbezügliche Verkehrsreglement wird für die kommende Gemeinderatssitzung bereit sein. Bei größeren Veranstaltungen werden auch provisorische Stellplätze für Menschen mit Einschränkungen reserviert. Zur Frage bezüglich der Einführung des „Kulturpass“ im ArtikUSS informierte der Bürgermeister, dass es bisher keine Anfrage für einen Pass gab, deshalb ist dieses Angebot für den ArtikUSS nicht berücksichtigt worden. Erst vor 2 Monaten -16 Monate nach Eröffnung des Konzertsaaes - ist der zuständige Leiter des ArtikUSS darauf angesprochen worden. Der „Kulturpass“ stellt einen relativ hohen administrativen Arbeitsaufwand dar und stellte bisher keine Priorität dar. Außerdem biete man bereits 3 verschiedene Tarife an: Normalpreis, Gruppentarif und Studentenrabatt. Solange keine Nachfrage entsteht, wolle man erst einmal bei diesem Konzept bleiben.

In der geschlossenen Sitzung hatte der Gemeinderat dann noch abschließend 8 Punkte bezüglich Personalentscheidungen vor sich. Unter anderem wurde der langjährige Beamte Dan Cardarelli ehrenvoll in die wohlverdiente Rente verabschiedet. Des Weiteren erlangten 3 Mitarbeiter eine Promotion und 1 Angestellter erhielt eine Erhöhung der Arbeitszeit von 20 auf 40 Stunden/Woche.



Commune de Sanem